

HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
EN AFRIQUE EQUATORIALE FRANCAISE

INSTITUT D'ETUDES CENTRE-AFRICAINES

RAPPORT PRELIMINAIRE DE LA MISSION
D'INFORMATION SCIENTIFIQUE EN
PAYS FANG

(24 janvier - 20 mars 1949)

GEORGES BALANDIER

RAPPORT PRELIMINAIRE
DE MONSIEUR BALANDIER, CHEF DE LA SECTION DE
SOCIOLOGIE A L'INSTITUT D'ETUDES CENTRE-AFRICAINES,
EXPOSANT DES RENSEIGNEMENTS AYANT UN CARACTERE D'INFORMATION
POLITIQUE

S O M M A I R E

-:-:-

Pages :

I.- Le groupe Fang	
- Classification des Fang :	
- Selon les données linguistiques.....	3
- Selon les données historiques et sociologiques.....	4
II.- La crise Fang	
- Situation démographique.....	11
- Perte d'originalité de la race.....	12
- Causes diverses.....	16
- Les aspirations actuelles.....	17
III.- Le mécanisme du mouvement de regroupement des Ayong	
- Au Cameroun	20
- Au Gabon	22
IV.- L'esprit du mouvement de regroupement des Ayong.	37
V.- Le Bwiti	40
VI.- Conclusions pratiques	43

I.- LE GROUPE FANG

Vers la fin du XIX^e siècle, le groupe Fang était considéré comme l'un des plus nombreux peuplant la zone forestière. Le marquis de Compiègne (Vers 1875) présente cette population comme étant " d'une densité extrême " et " s'étendant sur une longueur de plus de cent lieues ".

La mission LESIEUR, TRILLES et TANGUY estime que " le nombre des Fang doit être porté à plusieurs millions ". Un peu plus tard, le Capitaine COTTES, à la suite de sa mission (1905-1908) fixe le chiffre approximatif de 2 à 3 millions de sujets. Ces chiffres, tous exagérés, montrent, néanmoins, l'importance accordée au groupe Fang dès cette époque. On peut estimer aujourd'hui qu'il rassemble plus de 800.000 individus, tant au Gabon (127.000 à l'intérieur de ce Territoire en 1947) qu'en Guinée-Espagnole et dans le Sud du Cameroun, (près de 600.000 si l'on compte les populations présentes en 1946).

La classification des Fang en grands groupements est plus ou moins arbitraire ; elle tient plus souvent compte des données linguistiques que des données historiques ou anthropologiques. Elle a, dans l'ensemble, obtenu une consécration administrative et, par là même, mérite d'être rappelée.

1^o - Cameroun.

Classification des Fang selon les données linguistiques.-

Beti ou Yaoundé : région de Yaoundé, M'Balmayo et, particulièrement, de Lolodorf et Kribi (220.000 environ).

Bane : vallée du Nyong 66.000.

Manguissa : en partie dans la vallée du Mbam (100.000).

Bamvélé : vallée de la Tyé, de l'Arvé et du Yong, affluent de la Sanaga (13.000) et Bavek (rive gauche du Mbam).

Betsinga : (région du Mbam et partie ouest du bassin de la Sanaga).

Boulou : qui, de Sangmélima, se répandirent vers Djoum, Ambam et Ebolowe (110 00). Ils servent de lien entre les Beti et les Fang du Gabon.

Ntoumou : au Nord du Gabon et de la Guinée Espagnole (17.000) et Mwaé au Nord de la Guinée Espagnole (3.000).

.../...

2.- Gabon.

Ntoumou, Mwae et Boulou : (peu nombreux) dans le Nord du Wolu-Ntem.

Bakwélé de l'Ogooué-Ivindo, assimilés aux Fang (qui sont moins de 3.000 en 1947).

Fang : proprement dits, divisés artificiellement, d'après une distinction linguistique (la manière d'exprimer : je dis que...) en Fang Mazoua et Fang Makina, ou, utilisant des mêmes critères sous une autre forme, en Betsi et Maké. Ils peuplent totalement, ou en partie, les régions de l'Estuaire de l'Ogooué Maritime, du Woleu-Ntem et, pour la moitié environ, la subdivision de Booué.

Classification des Fang selon les données historiques et sociologiques.-

Plus importantes que ces divisions artificielles, est la répartition à caractère historique et sociologique, en tribus (ayong) et clans (wyok des Boulou, aval, étouna des Fang du Gabon).

L'ayong désigne la tribu (tous les individus descendent d'un même ancêtre, réel ou légendaire) telle qu'elle existait avant que les dernières migrations eussent éparpillé les groupements Fang sur le Sud Cameroun, la Guinée-Espagnole et le Gabon.

C'est à cet éparpillement qu'est liée l'extrême fragmentation en clans : émiettement qui s'explique d'abord par les nécessités de la conquête, ensuite, après une relative fixation au sol, par les querelles familiales, la manie migratoire, le désir d'accéder à la mer, etc... Ainsi, pour le groupe Betsi, remontant les généalogies, on trouve un certain nombre de tribus dont le nom commence par Yé (la vallée) exemple : Yémvang, Yéngwi, etc... Ces tribus se sont fragmentées en clans dont le nom commence par Esa (ou Esi ou Eso, etc....) qui signifie "descendance de..." et se lie au nom de l'ancêtre.

Familles (ndzam) clans et tribus, tels sont les éléments de la structure sociale des Fang. Chaque enfant a l'obligation d'apprendre sa généalogie, de connaître à quel clan ou à quelle tribu il appartient. Les questions posées en divers endroits aux enfants, ont montré que cet enseignement est parfaitement conservé du moins chez les jeunes garçons.

La multiplication des clans, l'enchevêtrement de ceux-ci et les anciennes tribus, s'accroissent au fur et à mesure de l'avancée vers la mer ; à l'extrême limite de la poussée des Fang. Nulle part, leur répartition n'est simple ; cette complexité s'explique par : le nomadisme cher aux Fang (Mgr. L. Matrou, qui étudia cette population parlait de véritable "courant humain") l'attire vers.../...

... les lieux de traite et vers les villes de la Côte, la dislocation des villages suivie de regroupements administratifs, l'émigration vers les chantiers, l'attrait des routes commerciales, etc...

Cette complexité doit être envisagée précisément pour les divers régions du Gabon où le peuplement est essentiellement Fang.

A.- Département de l'Estuaire.

- a) Commune de Libreville : plus de 40% de la population sont Fang.

Subdivision de Libreville : plus de 95% de la population sont Fang.

Sur cet ensemble, si l'on exclut le groupe Ntoumou comptant, pour près de 20%, onze clans sont représentés, notamment : Oyek (qui seront inclus dans l'Ayong Yémissen au moment du regroupement) pour 45% et Efak (non encore inclus dans le mouvement de regroupement Ayong Yénzo) pour 12% environ. Ces deux clans sont également les plus nombreux dans le district de Médounou, le long des pistes en direction de Kango, Libreville et Coco-Beach.

- b) Subdivision de Kango : 50 clans environ sont représentés. C'est une des régions où, en peuplement exclusivement Fang, l'émiettement du groupe est le plus marqué (au maximum, dans l'ancienne subdivision de Chinchoua).

- c) Subdivision de Coco-Beach : Exclusivement Fang ; 23 clans s'y trouvent. Le plus nombreux est celui de Oyef comptant pour 15%, ensuite Abé (relevant de l'Ayong Yémissen ; plus de 10%) Yéfai et Yémédzin (chacun moins de 10%). Le groupe Ntomou représente 10% de cette population. Il est à remarquer que, là où eut lieu le mouvement de regroupement des ayong, Yéfai et Yémédzin (bien qu'anciennes tribus d'après leur dénomination) sont inclus respectivement dans l'ayong Yémissen et dans l'ayong Yémoudang.

B.- Département de l'Ogooué Maritime.

Les Fang occupent essentiellement les subdivisions de Lambaréné et de Ndjolé.

- a) Subdivision de Lambaréné : plus de 30 clans sont représentés. Un rapport politique de 1935 expose cette "dispersion" et cet "enchevêtrement" qui sont dans la "bonne tradition Fang" : "venus du Nord, les Fang ont envahi la subdivision et se sont installés au hasard, un peu partout.

.../...

... les tribus (clans, serait plus exact) sont mélangées et partagent souvent un même village.

Souvent, une même tribu occupe deux villages très éloignés l'un de l'autre".

- b) Subdivision de N'Djolé : 93% de la population environ sont Fang.
- c) L'extrême pointe de l'avance Fang se situe dans la subdivision d'Onboué (Funen-Vaz notamment) où cette population compte pour environ 4,5%.

C.- Département de l'Ogooué - Ivindo.

- a) Subdivision de Booué : Les Fang représentent plus de 45% de la population totale. D'après la carte établie par M. Trézenen, en 1945, ils sont groupés au long des routes allant en direction de la Lora et de Makokou. Ils appartiennent à trois grandes ayong : Yénissen - Yémeudang - Yémvang. Ces tribus ne sont pas précisément localisées ; les villages relevant de la même ayong ne sont pas voisins, quelques villages sont composés de clans relevant de tribus différentes.
- b) Subdivision de Makokou : Les Fang constituent 40% de la population de cette subdivision. En accord avec le rapport de 1947, établi par le Gouvernement du Gabon, il faut ajouter aux Fang le groupe Bakwélé qui compte pour plus de 12 % ; celui-ci s'éparpille, au-delà de Makokou, en direction de Mékenbo.

D.- Département du Woleu-Nten.

C'est le pays Fang par excellence. Le groupe s'y manifeste avec le maximum de vitalité pour les raisons suivantes : meilleure situation démographique (c'est là une des régions les mieux peuplées du Gabon) et meilleure cohésion sociale ; plus grande richesse due au trafic avec la Guinée Espagnole et à la culture du cacao ; plus grande activité s'expliquant par le fait que le Woleu-N'ten est orienté, à la fois, vers le Cameroun, vers la Guinée Espagnole, et vers Libreville ; c'est un véritable carrefour.

.../...

... Les statistiques du 1er Janvier 1948 donnent une population de 70.515 habitants exclusivement Fang (à l'exception de quelques fonctionnaires et commerçants).

a) Subdivision de Mitzié : Elle comporte 10.620 habitants. Le rapport annuel de 1935 donne de cette "population spéciale et difficile" un tableau qui mérite d'être rappelé. Il indique "qu'elle est composée de résidus d'ayong agglomérées par la force des chases pour créer des villages... (ces groupements) sont tout à fait artificiels." Les habitants sont donc indépendants les uns des autres, aucune discipline, aucune force morale ne lie les gens d'un même village, il y a parfois 5 ou 6 ayong représentées et autant de chefs, dans un village." Cette dispersion des tribus peut s'expliquer par deux faits :

- dans la région de Mitzié, le groupe Fang a été attiré selon deux directions : vers la mer et les comptoirs de la Côte (ainsi s'explique le rôle important de l'ancienne piste d'Essonne), vers les lieux de traite établis au long du fleuve Ogooué ; la famine de 1924/1925 s'est surtout fait sentir dans cette région, entraînant une véritable panique qui mit toute la population en mouvement (l'Administration dut stopper cette émigration et reconstituer des villages avec les groupes épars.) Il faut ajouter à cela que la population, moins aisée/dans les districts du Nord, est plus volontiers mouvante.

Une tendance à la fixation au long des routes, - donc à la relative stabilisation - se manifeste actuellement, de Mitzié en direction de Médouneu, de la Lara en direction d'Oyem. Les anciens emplacements au long des pistes n'étant plus guère conservés que comme campements de cultures ou campements de pêche. Ce mouvement s'explique par le désir d'accéder aux routes commerciales (possibilités d'évacuer les produits et d'acquérir plus facilement les marchandises) ; il s'effectue avec l'accord des villageois, alors qu'autrefois l'Administration dut l'imposer pour la réalisation et l'entretien des routes. Il s'explique, aussi, par le regroupement des ayong : des villages composés de tribus différentes se scindent ; les villages de la piste en direction de Makokou se déplacent pour s'agglomérer au long des routes à des villages de même tribu.

.../

Au cours des réunions d'avong, il est recommandé de reconstruire les villages, et cette réfection se réalise en tenant compte des affinités tribales. Alors que les anciennes cartes (dressées de 1910 à 1915) révèlent un réseau de pistes assez dense et un peuplement en surface, les cartes récentes manifestent un peuplement linéaire au long des grandes voies de communication. Ce fait explique la facilité et la rapidité avec lesquelles se colportent les nouvelles et les mots d'ordre.

Un sondage réalisé sur 50 villages (routes de Médouneu et d'Oyen) permet d'estimer cette poussière de clans et de tribus résiduelles (30 de ceux-ci ont été dénombrés) signalée par le rapport de 1935. Le mouvement d'avong a déjà tenté, à tort ou à raison, de regrouper ceux-ci en six tribus importantes : Yémissem - Yemveng - Yémeulang - Ndong - Yengwi et Essakora (ce groupe, d'après sa dénomination, n'est pas une tribu et a digéré des tribus peu importantes : Yemenfak, Yémindoum, etc...)

b) Subdivision de Medouneu : réduite à un seul canton, elle groupe 3.340 habitants au 31 décembre 1948. Elle doit son importance à sa situation frontalière et aux pistes traditionnelles qui donnent accès à Kango, Coco-Beach et Libreville.

Les clans ou tribus suivants sont représentés : Oyèk (13 villages) - Efak (13 villages) - Ngé (5 villages) - Abé (1 village) - Essoké (1 village) - Essissis (1 village) - Yendón (1 village) - Ndong (1 village) - Ntounou (1 village).

Seule l'avong Yémissem a opéré le regroupement (Oyèk et Abé) sous l'impulsion de Pierre Afouganou venu de la région d'Oyem, dont l'autorité en la matière a été contestée par les dignitaires Yémissem de cette région.

c) Subdivision d'Oyem : la plus peuplée du Woleu-Ntem, elle compte plus de 28.000 habitants ; ceux-ci appartiennent surtout au groupe Ntounou. Le canton Kyé-Kyé coïncé entre le Woleu et la frontière de Guinée Espagnole et la limite de la subdivision de Bitam, est le plus important. Il groupe environ 10.600 habitants, au long d'un réseau de pistes nombreuses. Population relativement aisée grâce à la culture du cacao (produit dirigé vers les marchés locaux ou vers Oyem) et à la traite avec la Guinée Espagnole (arachides, palmistes, etc...)

...../

Population relativement stable, malgré les migrations temporaires, en Guinée Espagnole qui s'expliquent par le pouvoir d'achat de la peseta et par le grand nombre de boutiques bien achalandées (plus de 40 traitants à Ebébayin). On trouve, dans ce canton, par ordre d'importance numérique les tribus ou clans suivants :

- Essengui (comptant pour plus de 40 % (ayong Yemvang))
- Kodjé (comptant pour près de 25 %)
- Yengwi (comptant pour plus de 15 % ; selon un rapport de tournée de Janvier 48, cette tribu est certainement "la mieux organisée" et la mieux disciplinée".)
- Efak et Yébinwé (ayong Yémissem) comptant chacun pour environ 7 %.
- Yeffa (ayong Yémissem), Essandou, Essatouk (ayong Yemeudang), Ebu (ayong Yémissem), Yémvane (ayong Yémvang), Yénsomo, Omvang (ayong Odzip).

Seuls les Kodjé et les Essengui sont groupés sur une aire importante.

Le canton Woleu, avec 7.700 habitants groupés uniquement au long de la route du Cameroun, de la route de Minvoul et de la piste de Mbengha, est le second en importance. Il rassemble 18 clans ou tribus. L'ayong la plus importante est celle des Odzip (33% environ de la population du canton) qui a participé au mouvement de regroupement. Viennent ensuite : Bekwé (12% environ : ayong Ndong) - Essamekos (plus de 10 %) - Essadoumengo (moins de 9 %) - Kodje (plus de 5%). Seuls les Odzip occupent une zone relativement importante.

Le canton Oyem, le moins étendu, compte moins de 2.500 habitants. Il ne groupe que deux tribus : Kodjé (plus de 90 % de cette population) et Odzip.

Le canton Ellelem, avec une population à peine plus nombreuse (3.200 habitants) groupe 17 clans ou tribus : les Bekwé (ayong Ndong) qui sont les plus importants, comptent pour moins de 25 %. Le canton Bissok est peu peuplé : 2.800 habitants ; région difficile à cause de la proximité de la Guinée Espagnole. Dès le début du mouvement, les ayong Yémissem, Yéngwi, notamment, ont fait preuve d'une grande indépendance.

Cette subdivision révèle, bien que la complexité reste grande, un groupement des tribus meilleur que dans la région de Mitzic. Des ayong apparaissent comme particulièrement importantes : Yémvang, Kodjé, Yéngwi, Yémissem, Odzip.

...../

d) Subdivision de Bitam-Minyoul : Egalement très peuplée (plus de 27.500 habitants d'après les statistiques établies en 1948). A l'Est de Minyoul, il ne reste plus qu'un quasi "no man's land" à l'emplacement même de l'ancienne subdivision de Minkébé. La population s'est repliée sur les routes qui desservent Bitam et Oyem : elle y trouve la possibilité d'évacuer facilement le cacao (Bitam et Minyoul produisent les 3/4 du cacao fourni par la région du Woleu-Ntem) et de se procurer des marchandises.

Les caractères observés dans la région d'Oyem s'accroissent au fur et à mesure de la montée vers le Cameroun : villages stables (à cause des plantations de cacao), plus grande aisance qui se manifeste dans l'aspect des villages (cases en pisé et non plus en écorce), dans le vêtement et dans le coût des dots, villages mieux ouverts aux influences européennes (l'enseignement des Missions y est moins déformé, l'éveil politique y est moins rudimentaire que chez les Fang du Sud). L'aisance apportée par le cacao, la proximité des grands centres camerounais, le trafic de marchandises, d'hommes et d'idées, lié à la route d'Oyem-Ebolowa, apparaissent comme autant de causes de ces transformations. Peut-être faut-il y ajouter aussi l'opinion exprimée par M. le Pasteur Bruneton, de la Mission d'Oyem : "la qualité du Fang baisse au fur et à mesure de la descente vers la forêt".

La subdivision est peuplée de Ntoumou et de Nvaé. 27 clans ou tribus résiduelles sont représentés, dont 9 comptant chacun pour moins de 100 individus. Le clan le plus nombreux est celui des Effak (ayong Yénzok) groupant plus de 15 % de cette population. Viennent ensuite les Eba (ayong Yémissem) comptant pour 10 % - les Essandonne pour 8 % - les Essabey (ayong Yemvang) pour 5,5 % - les Essesseng (ayong Yémissem) pour près de 4,5 %, les Essatouk (ayong Yémeudang), les Kodjé, les Essakome (ayong Yémeudang) représentent chacun moins de 2 %. Près de la moitié de la population de cette région est donc éparpillée sur les 19 clans ou tribus restant.

Dans le mouvement de regroupement des ayong, Bitam a servi de relais aux émissaires descendant du Cameroun ; ainsi, Thomas Aloro Ovondo, du village Nkoum, ancien chef de canton, a reçu le représentant des Yémissem venu de la région d'Ambam et a organisé le regroupement de cette importante ayong dans la subdivision d'Oyem. Il a également envoyé un émissaire en Guinée Espagnole.

II - LA CRISE FANG

Occupant récent de la forêt où il est mal adapté, peuple guerrier en disponibilité, peuple atteint dans sa vitalité, peuple dispersé ayant perdu sa cohésion sociale et son originalité politique, peuple empruntant trop facilement (donc en surface) aux autres peuples ou tribus et aux Européens, le groupe Fang est à l'aboutissement d'une crise qui dure depuis de nombreuses années.

Situation démographique.

Bien que plus nombreux, ce groupe n'a pas une meilleure situation démographique que celle manifestée par les divers groupes ethniques du Gabon. Quelques extraits des rapports politiques ou sanitaires montrent au long des vingt dernières années, la gravité constante de cette situation :

1929 - rapport politique du Woleu-Ntem (3^e trimestre). "D'après les cartes établies en 1910 par le Capitaine Roussel, on pouvait, sans exagérer, estimer à 100.000 au moins la population du Woleu-. En vingt ans, il ne reste que 502000 indigènes... Selon le Docteur Benedet : "les Mfam de cette région sont destinés à disparaître ravagés par le recrutement, par la syphilis, la maladie du sommeil, les maladies de poitrine..."

1938 - rapport du Médecin-colonel Arlo (régions du Woleu-Ntem et de l'Ogooué) : "Quelles peuvent être les causes du déficit des naissances ?... la proportion importante de femmes stériles... l'amoralité ou la licence des jeunes gens... les coutumes qui régissent le mariage... la prostitution et l'adultère qui sont commercialisés".

1944 - rapport politique du Woleu-Ntem (4^e trimestre) "Il n'y a qu'un problème au Gabon en général et au Woleu Ntem en particulier, celui de la dépopulation..." (deux pourcentages significatifs : le taux de la population infantine varie de 34 à 25 %, selon les régions; dans les mêmes conditions, le taux de la mortalité infantile par rapport à la mortalité globale varie de 27 à 13 %).

1945 - rapport de tournée dans le canton Woleu (district d'Oyem) "la mortalité l'emporte sur la natalité... causes médicales (syphilis, conditions dans lesquelles se passent, en brousse, les accouchements)... causes sociales (hygiène déplorable des villages... prix trop élevé des dots)... causes administratives (le canton du Woleu est

..../

un des plus grands pourvoyeurs de main d'oeuvre au département... terrain de prédilection des recruteurs "pour le bas"....)

1947 - rapport économique de l'Ogooué-Ivindo : "Le problème démographique se pose avec une gravité aiguë... causes multiples, sans peut être qu'aucune ne soit déterminante..."

Le problème démographique est tellement grave, au Gabon, qu'il a obligé à la réunion d'une "commission de la population" qui travailla durant le 2^e semestre 1946. Les éléments fournis par le Rapport Maclatchy ne diffèrent guère de ceux rencontrés dans les extraits donnés ci-dessus. Retenons : "Avec l'occupation, a coïncidé une régression sensible de la population... causes historiques (les maladies endémiques, la sous-alimentation aggravée par les guerres intestines et l'esclavage ont dû provoquer une dépopulation excessive dans le passé)... causes actuelles, étroitement liées au développement de la colonisation (notamment ségrégation des sexes due au transfert d'éléments jeunes mâles vers les zones d'exploitation, altération profonde de la coutume et anarchie qu'elle engendre).

Cette crise est parfaitement sentie par les Fang. Au cours de ma mission, il m'a été fréquemment demandé d'intervenir pour que l'Administration envoyât des médecins qui feraient des piqûres pour permettre aux femmes d'avoir des enfants". Deux raisons sont fréquemment données :

- les Fang ne pratiquent plus le culte du bieri, empruntent les manières des tribus voisines, ou celles des Européens ; en conséquence, le bieri leur en veut ;
- les clans ont été tellement dispersés et emmêlés qu'on risque fort d'épouser, sans le savoir, une femme de son propre clan, on rompt ainsi l'interdit essentiel de l'organisation clanique et cela se traduit par la stérilité des femmes.

Cela ne manque pas d'être exploité par les défenseurs de la coutume proprement Fang, par les animateurs du mouvement d'ayong.

- Cette argumentation est habile si l'on rappelle que les préoccupations majeures des sociétés claniques visent à assurer la fécondité du groupe, à obtenir le plus grand nombre d'hommes jeunes (plus le clan est nombreux, plus il est riche et puissant).

Perte d'originalité de la race.

Autre élément de la crise est ce qu'on pourrait appeler "la perte d'originalité de la société Fang." Celle-ci a été profondément altérée dans sa structure

...../

.....
politique, comme elle l'a été dans sa structure religieuse. Un signe qui ne trompe pas, est la disparition quasi-totale de l'art Fang. Avec le mouvement d'ayong, les seules manifestations esthétiques se portent, lors de la reconstruction des villages, sur la décoration des cases (route de Mitzic à Médouneu notamment).

Les raisons de cette désorganisation sont multiples. Au départ, sans doute, un trait de psychologie : les Fang peuple conquérant ont absorbé les peuples plus faibles qu'ils combattaient (ils "digéraient" le groupe dominé et les croyances que celui-ci animait) ; avec les peuples ou tribus puissants, ils ont établi des rapports de voisinage et emprunté les éléments culturels qui leur semblaient garantir cette puissance. En 1912, le P. Trille signalait déjà que les Fang "empruntent avec une certaine facilité au moins de surface... aux peuples ou aux tribus qu'ils rencontrent sur leur chemin..." Ainsi, l'importante société du Bwiti révèle en plus des éléments originels, des éléments chrétiens apportés par les transfuges des Missions. Cette tendance manifeste, sur le plan psychologique, le jeu de l'impérialisme pahouin. Rien n'est dédaigné qui est censé accroître la puissance de la Société Fang. En conséquence, celle-ci s'est encombrée d'éléments étrangers qui ont masqué et déformé son originalité.

Les causes déterminantes sont d'un autre ordre, historique et politique. Lorsque les grandes migrations durent cesser (parce que la mer était atteinte, parce que la paix française interdisait les conquêtes) les Fang se retrouvèrent occupants d'un vaste territoire ; les groupes s'éparpillèrent, la cohésion tribale se relâcha ; les conquêtes impossibles trouvèrent un substitut dans les querelles entre tribus, et cela conduisit un nouvel éparpillement. Il faut joindre à toutes ces raisons la manie ambulatoire des Fang ; cette tendance, signalée par de nombreux auteurs, qui les pousse à se déplacer en direction du Sud-Ouest (le P. Trille cite l'exemple d'un village Abé, des environs de Libreville, qui, avec le même chef, avait réalisé une migration de 500 kms.)

Cette habitude migratoire trouva à s'employer pour réaliser la traite du caoutchouc (en 1897, M. H. Kingsley rapporte son étonnement à voir les villages Fang se déplacer "en raison de leur méthode dévastatrice de collecte du caoutchouc") ou de l'ivoire ; pour atteindre les comptoirs au long du fleuve, sur la Côte, en Guinée Espagnole (car, la richesse Fang est en marchandises, Bloum, serrées dans des coffres.)

...../

....

A tous ces motifs de dispersion, s'ajoutent des causes accidentelles (la famine de 1924/25 qui toucha le Woleu-Ntem et l'Ogooué-Ivindo) ; des causes administratives : recrutement pour les chantiers, déplacement des villages au long des pistes, puis des routes. J'ai montré, précédemment, que cet éparpillement se manifeste par l'enchevêtrement complexe des tribus et des clans. Dans de telles conditions, la structure politique du clan ne peut se maintenir ; elle est disloquée et cela se traduit par la multiplication illimitée des petits chefs à pouvoirs très restreints. La crise des chefferies, le groupe Fang l'éprouve avant même que l'Administration française eût à en pâtir.

Durant la première époque de la colonisation, ce sont les Missions qui ont porté les coups les plus rudes à la société pahouine. Elles ont tenté de transformer radicalement la condition de la femme, et, selon l'expression d'un rapport politique de 1935 (Ogooué-Ivindo) se sont souvent présentées "comme des lieux de refuge pour les femmes mécontentes de leur mari et du travail qu'il leur impose". Elles ont essayé de s'attaquer à la polygamie et n'ont pas réussi ; sous le prétexte de devenir monogames, les femmes désirant quitter leur mari, recherchaient l'appui et la protection des Missions - elles voyaient, dans celles-ci, un instrument leur permettant de se libérer des contraintes imposées par la tradition fang. La tradition a été ébranlée sans que l'Eglise y gagnât de bonnes chrétiennes.

Les Missions se sont attaquées à ce qu'il est convenu de nommer les "fétiches", les superstitions. Elles ont détruit les objets matériels que ceux-ci impliquaient. Elles ont visé, sans discrimination, les cultes indispensables à la société fang, aussi bien que les pratiques relevant de la plus désastreuse sorcellerie. S'attaquant au culte des ancêtres (ainsi que le bieri qui est un culte familial rendu à un ou plusieurs ancêtres) elles ont atteint un élément essentiel de l'organisation clanique.

Dans le nord du Woleu-Ntem, au Cameroun, le nombre des convertis et des ex-convertis - ceux qui, à un moment donné, ont été en contact avec telle ou telle Mission et en ont conservé une empreinte - est important. Ainsi, pour un canton du district de Sangmélima (région d'Ebolowa), les proportions sont les suivantes : 56 % de catholiques, 29,4 % de protestants. Il n'empêche que les Missions de ces régions continuent à achopper sur les points essentiels : condition de la femme, désarroi moral. La réflexion faite par un villageois montre dans quel esprit se réalisent les conversions : "la religion est un progrès apporté par la civilisation et il faut adhérer à l'une ou à l'autre, mais adhérer".

..../

...../

Ces difficultés, ses échecs, n'échappent pas aux Missionnaires. Ils ne sont pas propres aux Fang mais se retrouvent dans tout le monde Bantou; ils traduisent, mais bien tard, un manque grave de doctrine missionnaire.

La longue absence d'un pouvoir administratif efficace et réel, ne manqua pas de contribuer au désarroi de la société fang. Sur une structure politique désorganisée, l'Administration plaqua un système de commandement très artificiel. Un rapport politique de 1938 (région des Djouah) analyse ce système : "Pour assurer la liaison avec des groupes plus ou moins dispersés que l'on nomma "villages", nos agents ne trouvèrent rien de mieux que de choisir les individus qui leur semblaient les plus capables de s'adapter, de comprendre et de faire exécuter nos ordres ou d'autres que l'on connaissait dans les Postes parce qu'ils s'y présentaient habituellement au nom des villages, tels les capita chargés d'envoyer les vivres aux marchés et qui n'étaient généralement que des "clients"... Il y a loin des chefs légaux aux chefs réels". La crise des chefferies est véritablement épidémique depuis de nombreuses années.

1915, (poste de Médague, dans la région de Medonneu) "Attitude douteuse... sinon nettement hostile des indigènes (refus de répondre aux convocations, injures. Les hommes se promènent dans le poste avec leurs fusils chargés).

1922, (rapport politique du Woleu-N'Tem". Il n'est pas possible d'être plus insoumis : insultes et menaces aux gardes chargés de porter les ordres... vide effectué devant les fonctionnaires en tournée, refus aux convocations..." "... dans la région de Minvoul, deux chefs ont été roués de coups par leurs administrés..."

1924, (rapport politique, Estuaire) "Amende un village de Bollenzork, refuge des Pahouins réfractaires qui avaient refusé de transporter la personne et les bagages du Gouverneur en tournée".

1935, (rapport politique, Ogooué-Ivindo) "Rares sont les chefs qui ont pu s'imposer".

Rapport politique, Subdivision de Mitzié) "Le commandement indigène appartient aux chefs de canton, création administrative qui donne des résultats assez décevants.."

1937, (rapport politique, Woleu-N'tem) "Les chefs, en raison de leur origine, n'ont en général, guère d'autorité sur leurs gens".

.../...

...../

Ils ont été créés par l'Administration et cela nuit beaucoup à leur prestige..." La rivalité ressentie entre chefs de canton et chefs d'avong (Le chef de Subdivision de Mitzié déclare : "dans mes cinq cantons, les cinq chefs sont discutés") se situe dans cette tradition de l'opposition faite aux chefs administratifs. La structure politique des Fang a été essentiellement atteinte, mais il n'y eut rien, sinon des expédients, pour la remplacer.

Causes diverses

Enfin, des causes moins facilement classables, mais non moins importantes, aident également à comprendre la crise fang. La montée de l'individualisme, qui va s'affirmant, est absolument contraire à l'esprit de l'organisation clanique : celle-ci suppose, chez les membres du clan, une mentalité passive, gréfaire; elle implique une sorte d'égalitarisme. Le clan est hostile à la montée des individualités. Or, celles-ci se créent, grâce à l'action des Missions (le Christianisme fait prendre à l'individu la conscience de son existence propre) de l'enseignement (qui aboutit à la suprématie du "clerk" ou du commis) grâce au développement de la richesse individuelle (chez le fonctionnaire, le traitant, le planteur indigènes); à la faveur des voyages (à la Côte, au Cameroun, voir en France) ou à la faveur des séjours sur les chantiers l'individu se détache de son groupe, prend le goût de l'indépendance.

/m Dans l'organisation clanique, la prééminence est accordée aux seuls vieillards, chefs des lignées, détenteurs des richesses, maîtres des cultes familiaux. C'est d'eux que vint, d'abord, l'opposition à l'Administration ("influence hostile des vieillards" dit le rapport annuel du Gabon, en 1922) et aux évolués que celle-ci suscitait. Le pouvoir tend de plus en plus à passer aux mains de ceux-ci qui manifestent leur goût pour les forces techniques, matérielles, politiques de la civilisation européenne. Le parti des "Vieux Fang" est un recul et, avec lui, les formes sociales et les traditions qu'il animait. Cette tendance ne manqua pas de s'affirmer au cours du Congrès Pahouin de Mitzié (février 1947) qui opposa les délégués de la brousse et les délégués de Libreville. Une hiérarchie née des Missions, des Ecoles, du commerce, tend à se substituer à l'ancienne, à porter ainsi un dernier coup à la vieille structure politique du clan (ou à réinterpréter celle-ci pour l'utiliser à son profit).

Parmi les éléments de désorganisation, il faut signaler l'importance, de plus en plus grande, prise par l'argent.

.../...

D'où la multiplication des colporteurs, des petits commerçants, des petits planteurs; les exactions des chefs; les détournements réalisés, au moment de la traite du cacao, par les clerk des maisons de commerce. Au niveau des coutumes relatives au mariage, à la famille, la part faite à la monnaie devient de plus en plus importante, et, aussi, la spéculation.

Autrefois, la dot toute en marchandises ou en monnaie symbolique (bikiki) avait la valeur d'un signe marquant l'alliance de deux familles et le contrat passé entre celles-ci, était une institution réglant la répartition des femmes. Maintenant, elle est véritablement un prix : la part de l'argent est plus importante que la part des marchandises (elle représente de 60 à 75 % de la valeur totale); le coût de la dot varie avec le cours des produits sur le marché local (dans la région de Minvoul, de 1943 à 1948, la somme exigée passe de 1.500 à 9.000 francs; dans la région d'Ebolowa (Cameroun) avec la richesse apportée par le cacao, les dots peuvent atteindre de 20 à 25.000 francs); la dot donne lieu à des spéculations par le jeu des divorces et des remariages; son coût, sans cesse croissant, augmente le nombre des célibataires (ainsi, en 1945, pour les cantons du district d'Ovem, la proportion des célibataires par rapport aux hommes mariés est : 40%, 37%, 45%). Le grand nombre des célibataires multiplie la prostitution et l'adultère. L'indemnité d'adultère qui, à l'origine représentait la réparation apportée au préjudice causé, est devenue un prix permettant les spéculations; fait auquel il faut joindre la suppression des sanctions graves imposées à la femme adultère. En conséquence du rôle accordé à l'argent et à la spéculation, une bourgeoisie fang se crée en multipliant, par le même mouvement, le nombre des prolétaires navsans et citadins.

Aspirations actuelles

En 1919-1920, comme en 1945-46, l'après-guerre a permis de soupçonner, et d'accentuer, l'importance de la crise fang. Dès 1918, une Commission composée des personnalités les plus diverses, siégeait à Libreville pour étudier "les moyens de consolider les liens du mariage chez les M'fan, les moyens de favoriser la constitution et l'évolution de la famille". Les problèmes de la dot, de la désorganisation de la famille, de la diminution de la population se posaient déjà avec gravité.

.../...

....
 Des mouvements organisés à Libreville, par des "évolués", révèlent les ambitions politiques de ceux-ci qui s'initient à l'action et à la presse politiques : création (avant 1918) d'une section indigène de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, dont l'activité s'étend à toute la circonscription de Libreville ("les adhérents des villages, groupés en sous-sections, viennent chercher à Libreville un mot d'ordre, qui semble être d'entraver par tous les moyens et sous tous les prétextes les plus divers, l'action administrative" : rapport annuel du Gabon, 1922). Naissance du mouvement "Jeune Gabonais" et du journal : "Echo Gabonais"; le rapport politique de 1924 précise que, en 1913, "à Libreville, le parti "Jeune Gabonais" se montrait fort remuant... son journal l'Echo Gabonais, devenu la "Voie Coloniale" multipliait les attaques contre l'Administration.

A Port-Gentil, il ne cessait de contrecarrer l'action administrative... "Il n'y avait qu'une minorité agissante, facile à séduire et à rallier; le rapport de 1927 peut affirmer que les "demi-évolués" qui, autrefois, à Libreville, tentaient de nous créer des difficultés, sont aujourd'hui, tous dans l'aisance... Satisfaits, ils ne songent plus à soulever aucun obstacle à l'Administration."

La dernière guerre donna à la crise fang, une acuité qu'elle n'avait jamais eue; notamment, en raison de l'effort de guerre demandé aux populations de brousse et de l'intégration de certains éléments dans les unités combattantes. On voit réapparaître, plus vivement accusés, les vieux problèmes : crise démographique (d'où la Commission de la Population) siégeant à Libreville en Août-Septembre 1946) crise des Chefferies (d'où les débats au Conseil Représentatif du Gabon en Mars 1948) manifestations des évolués sur le plan politique. Le schéma, est semblable à celui tracé précédemment, mais il s'y ajoute la crise de la citoyenneté.

Celle-ci est liée à l'application des grandes réformes : suppression de l'indigénat, introduction du Code Pénal métropolitain, mise en place du système électoral. Liée, aussi, aux essais plus ou moins malheureux d'activité politique, syndicaliste ou coopérative (dans les centres urbains où dans les régions évoluées du Cameroun et du Haut-Woleu N'Tem).

D'après les interrogatoires que je pus faire, il m'apparaît que les réformes récentes sont mal jugées, en brousse, sur deux points :

- "jusqu'à maintenant, rien n'a été changé; c'est toujours le chef de canton, le milicien, qui commandent, comme avant". Donc, le sentiment que les réformes n'ont pas touché...../.....

..../

le système administratif (c'est à dire le seul instrument de pouvoir connu au niveau du village). Les propagateurs du mouvement d'avong utilisent ce ressentiment : "si on fait l'alar avong, tout sera changé"; et ils donnent l'exemple du Cameroun où fut provoquée une réforme des chefferies.

- Un accord unanime contre l'émancipation de la femme. Celle-ci utilise l'Administration comme elle utilisait, autrefois, les Missions, pour transformer la condition de mineure qui lui est traditionnellement donnée dans la société fang. Sur ce point, les "évolués" sont d'accord avec les gens de la brousse : "la femme est, pour notre famille, un bien tout comme la case ou la plantation" (Léon Mba, au Congrès Pehouin) : "ma femme est ma chose; Je l'ai payée cher; je dois avoir tous les droits sur elle" (un instituteur de Médouneu).

Pour compléter cette analyse de la crise fang, il importe d'évoquer le Congrès Pehouin de Mitzié (26-28 Février 1947). Il discuta d'une manière attendue : de la situation démographique, des coutumes relatives au mariage et à la famille, de l'organisation et de la réglementation des chefferies. Surtout il manifesta l'habileté manœuvrière des évolués, si bien que "les chefs eux-mêmes... se sont laissés conduire, dans un congrès coutumier, à voter à la fois contre leur intérêt et contre la coutume..." Il permit une prise de conscience de la nation Fang (Mfulana Mévong) demanda la reconnaissance des chefs de clan ("le véritable chef, c'est le chef de clan; Léon Mba) et la désignation d'un Chef supérieur (Léon Mba fut désigné par un vote). Les vieux de la brousse (qui pensent que la cohésion tribale doit être reconstituée, qui se souviennent du "N'Zoé Fang" qui commandait au moment des grandes migrations) et les évolués (qui veulent regrouper les clans pour avoir plus facilement prise sur ceux-ci) se sont trouvés d'accord sur ces points.

Telle est la perspective à donner au mouvement de regroupement des avong.

III.- LE MECANISME DU MOUVEMENT DE REGROUPEMENT =====

DES AVONG

1°/ - Au Cameroun

Au Cameroun, le groupe Fang, plus nombreux et moins éparpillé qu'au Gabon, occupant un territoire moins hostile, a mieux conservé la structure clanique. Il a, notamment, maintenu l'habitude des réunions claniques. M. Bertaut le rappelle dans sa thèse consacrée aux Boulou. "Les membres d'un même clan se réunissent encore périodiquement en des endroits déterminés longtemps à l'avance, à l'issue de chaque réunion. Dans ces réunions de clans, improprement appelées réunions tribales sont débattues les questions intéressant un clan, les clans alliés; c'est surtout une occasion de fêtes et de réjouissances.

Les renseignements recueillis dans les archives ou rapports conservés à Ebolowa manifestent :

- que les traditions historiques relatives aux clans ou tribus ont été bien conservées (connaissance des généalogies, ainsi celle des Yéndzok porte sur vingt générations).
- que le sens de la solidarité clanique s'est maintenu; chez les Vendzok, "tous les membres du clan se reconnaissent, entre eux, une certaine solidarité; et reconnaissent également un chef ethnique"...
- que les réunions périodiques, manifestations de l'union et de la puissance claniques, ont continué à se tenir. Pour compléter l'exemple déjà cité : "jusqu'en 1940, les Vendzok tenaient, une fois par an, une réunion générale qui était une sorte de conseil de clan", on rappelait là, les liens de solidarité existant entre les membres du clan et l'obéissance exigée de chacun de ceux-ci, on examinait, à cette occasion, les cas particuliers des membres du clan dont la situation nécessitait une entr'aide (en nature, en argent, ou en journée de travail).

Ainsi, au Cameroun, l'évolution des populations composant le groupe Fang a pu se réaliser sans atteindre radicalement la structure clanique. Malgré l'hostilité très réelle qui oppose "Gabonais" et "Camerounais" (qui se traduit, de manière non équivoque, par l'opposition manifestée aux fonctionnaires boulous; extrait du rapport politique du Woleu-N'tem, 1942 : "Tous les postes importants du Département sont occupés par/....

... les Boulou du Cameroun. Bien que de même race, cela ne va pas sans heurts avec la population locale étant donné leur arrogance..." ceux-ci restent un exemple pour ceux-là, frappent surtout leur richesse apparente liée à la culture du cacao.

De plus, le Nord du Woleu-N'tem est économiquement dépendant du Cameroun; les produits s'écoulent vers Kribi et M'Balmayo, les exemples et les mots d'ordre font le chemin de retour, en direction du Gabon.

Les chefferies organisées par les soins de l'Administration française, sur une base territoriale n'ont pu être conservées. Un rapport d'Ebolowa (Octobre 1946) signale : "l'effritement progressif et continu des chefferies... depuis 15 à 20 ans"; la plupart de celles-ci avaient éclaté en de nombreux petits groupements. La réforme Bourdier - Granier (1944 - 1945) prétend remédier à cet effritement. Elle tient compte des deux faits suivants :

- l'existence encore très réelle des clans en pays Fang;
- la composition du village "qui ne comprend jamais que des gens d'un même clan, d'une même famille étendue".

Elle reconnaît, au niveau du canton, des "groupements ethniques et coutumiers" qui ont leur propre chef; ainsi, le chef de clan s'insère entre le chef supérieur et les chefs des villages. En accordant au chef de clan une autorité administrative, on transformait radicalement les conceptions admises, jusque là, en matière de commandement indigène. On faisait co-exister l'ancienne structure administrative, les divisions officielles des cantons où commandent des chefs choisis par la seule Administration; avec la nouvelle structure à base ethnique où commandent des chefs directement émanés des divers clans. Et cette dernière, qui est proprement Fang, qui correspond à un long passé historique, ne peut pas manquer d'être la plus puissante. La créant, on indiquait, involontairement, la possibilité de faire du clan et de la tribu, recomposés avec des idées modernes, des idées d'évolus, une unité politique.

La mise en place de la réforme fut marquée par la protestation des chefs supérieurs qui l'ont considérée "comme une atteinte à leur autorité", et par le fait que certains de ceux-ci y "ont perdu le peu d'autorité qu'ils détenaient".

Les chefs les plus habiles ont tenté de réunir, à leur profit, les deux sources du pouvoir, se faisant

.../...

... nommer présidents des ésulan (réunions claniques) de leur clan et réalisent la synthèse entre le chef coutumier et le chef nommé. Ensuite, se manifeste une tendance au "regroupement des tribus" (rapports de tournées de la Subdivision de Sangmélima) qui prouve que celles-ci cherchent à reprendre cohésion et existence réelle; mouvement lié à toute une série de réunions tribales (de Novembre 1947 à Juillet 1948).

Enfin, un essai de fédéralisme tribal marqué par la création, en Juillet 1948, de l'"Union Tribale N'Tem-Kribi". Cette Union groupe 34 clans des tribus Boulou, Bané, Fang, N'toumou, Mfang, Mvaé des régions Ntem-Kribi". Elle organise et regroupe clans et tribus à l'intérieur des formes modernes : conseil et comité classiques, conseil et comité locaux, assemblée tribale. Elle n'a pas encore obtenu l'autorisation de fonctionner.

D'ores et déjà; le mouvement ne manque pas d'être net: la Réforme, réalisée au niveau du canton, n'apparaît plus suffisante. Le clan (ou mieux la tribu) vise à être reconnu à l'échelle de la nation fang, ou de l'Union tribale la représentant. Les ésulan récentes manifestent cette tendance dans la bouche des évolués; les chefs de clans, devenus personnages officiels, restent réticents. La réforme Boudier-Granier au Cameroun (qui accorda, ou trop, ou trop peu) le Congrès Pahouin au Gabon, ont, involontairement, donné aux Fang l'occasion d'une véritable prise de conscience.

2°/ - Au Gabon -

Au Gabon, le récent mouvement d'ayong s'explique en fonction de ce qui s'est passé au Cameroun. Les réunions tribales (ésulan) l'abri réservé aux dignitaires (doubana) la danse caractérisant ces réunions, étaient déjà connus, cependant. Un chef de terre de l'Ogoué-Ivindo a le souvenir de groupements semblables avant eu lieu en 1931 (Premier rapport E. Trezenem).

Le "Président" des Yémissem pour la région d'Oyem m'a affirmé que des réunions s'étaient tenues, durant les années précédant la guerre, auprès d'Amoan (Cameroun) et de Bitam : en 1942, une ésulan des Yémissem avait lieu dans la région de Bitam (1).

...

1) - Un informateur, Pierre Agouganou, ancien "Inspecteur des Yémissem" m'a affirmé qu'en 1924, le mouvement de regroupement avait été amorcé. Déjà sous l'influence de David Myong Ndo. Ce qui tendrait à confirmer qu'il y avait bien là une crise d'après-guerre.

La tribu Yémissem est particulièrement agissante : c'est elle qui a tenu les premières réunions, qui a été directement en relation avec David Myong Ndo (ancien membre de la mission protestante américaine d'Etat; actuel président de l'Union Tribale Ntem-Kribi) que mes informateurs présentent comme "un Yémissem, qui a diffusé le mouvement d'avong vers la Guinée Espagnole vers Médouneu et Libreville."

Pour les Yémissem d'Oyem, on peut faire l'historique suivant :

- Avant 1938 : réunions dans la région d'Ambam
 " " " " de Bitam (rôle de Oloro Ovondo, du village de Nkoum, qui a été chef de canton jusqu'en 1937; possédait, dès ce temps, la liste des clans Yémissem).
- 1942 : Réunion dans la région de Bitam; Oloro Ovondo est nommé "Président des Yémissem" pour cette région.
- 1944 : Réunion à Afeñane II.
 " " Ovang Abé (canton bissok) Tomo Ovomo, du village Afeñane II, est nommé "Président des Yémissem" pour la région d'Oyem; mise en place de la hiérarchie de l'avong. Dès ce moment, copie du "Livre" significatif du Mouvement d'avong qui porte : la liste des clans, les statuts de la tribu, les préceptes à enseigner aux membres du clan. Le modèle serait une copie d'"Livre" composé par David Myong Ndo (à l'aide d'informations recueillies à la Mission d'Etat, à l'aide de renseignements puisés dans le journal MEFOE édité par cette mission). Voyage de David Myong Ndo à Angone (canton Kyé-Nyé) pour préparer les émulan suivantes.
- 1947 : Reprise des réunions, après le congrès Pahouin lors duquel Léon Mba posa le principe du regroupement des tribus.
 Réunion à Mvan (canton Bissok); elle est dirigée par Oloro Ovondo (de Bitam); elle maintient Tomo Ovono comme Président en tête et nomme Pierre Afouganou (de Bissok - a été élève des missions, puis "mascalet", agent d'agriculture, au Cameroun) au grade d'"Inspecteur des Yémissem".
 Dans le courant de l'année 1947, Pierre Afouganou se déplace en Guinée Espagnole : une attestation le présentant comme "Inspecteur de la tribu Yémissem" signée de David Myong Ndo et de Tomo Ovono est visée à Ebebeyim par le teniente qui commande le poste.
 Réunion d'Octobre 1947 à Angone II. David

... Mvong Ndo y assiste et fait désigner des représentants à l'Assemblée d'Ebolakoum (Subdivision d'Ebolowa) à savoir : Tomo Ovono Mwé et Ondo Eymane. Cette réunion se tient avec l'autorisation de M. Truiard qui commande Oyem (et qui se manifeste favorable au mouvement d'ayong). Elle révèle une opposition entre Tomo Ovono et Dong Mba Joseph (ancien cuisinier qui a loué ses services à Bitam et au Cameroun); ce dernier, sans doute candidat administratif, cherche à se faire élire "Président en-tête" pour la région d'Oyem. Il détient le "cahier de réunions" où figurent entre autres textes, les compte-rendus d'ésulan et la liste des villages Yémissem (pour les régions d'Ebolowa, Sangméline, M'Balmayo, Ambam, Bitam, Oyem; pour la Guinée Espagnole il est porté : néant. La chaîne transmettant les ordres d'Ebolowa à Oyem est ainsi constituée : David Mvong Ndo (Bolakoum) Nkouma Ella Daniel (village Moyo près d'Ambam; chef de clan) Oloro Ovondo (Bitam) Tomo Ovono (Oyem). D'Oyem, le mouvement se dirige, par les Yémissem, vers Makokou, et Booué.

1948: En dehors des Yémissem, les Yengwi, notamment ont organisé le rassemblement des clans. L'Administration est impressionnée par ce mouvement. "Dès à présent, on peut affirmer que l'autorité des chefs de clans ira en s'affirmant... Il est impossible au chef de district, actuellement, de méconnaître les chefs de clans : agir en ce sens, provoquerait un mécontentement général et une hostilité déclarée des véritables chefs" (rapport de tournée dans le canton Kyé-Nyé; Janvier 1948). En même temps, se prépare au Cameroun, la grande ésulan des Boulou qui doit marquer la constitution (mars 1948) de l'"Union tribale Bantoue" (rôle du Pasteur Mvong Ndo Atyam, comme à la réunion d'Ebolakoum, et de David Mvong Ndo); ce groupement se transforme, en Juillet 1948, en "Union tribale Ntem Kribi" (David Mvong Ndo y emporte la présidence). Durant les premiers mois de l'année 1948, le mécanisme du mouvement d'ayong est transformé par trois influences :

- action administrative qui permet, mais cherche à exercer un contrôle, le regroupement;

- influence envahissante du Cameroun qui vise à attirer les Fang du Woleu-Ntem dans un système de fédération des tribus (les Boulou reconnaissent leur parenté avec les autres groupes Fang; à ce moment circule la/....

... légende - "Tradition des Races Bantoues" - entièrement créée pour les besoins de la cause: "Donc, nous tous, Fang, Yaoundé, Okak, Mavoumendem, Boulou, Ntoumou, sommes nés d'un même père Afri Kara et de Kara Kouba, Kouba Ta, Ta Ma, Ma Mgôo, et nous faisons une seule partie de notre race nègre".

- influence de Léon Mba et du Comité Mixte Gabonais. Ce dernier n'agit qu'en réaction contre les deux influences précédentes: mise en garde contre l'action de l'Administration qui risque de récupérer le mouvement en sa faveur; désir des éléments agissant au Gabon, de ne pas laisser le pays Fang le plus actif (Le Nord du Woleu-Ntem) appuyer l'action politique des Camerounais) Pierre Afouganou, lié à Léon Mba, affirme avoir rompu les liens avec le Cameroun dès le début de 1948. Cependant, toute l'impulsion vient du Nord et continue à être déterminante. La lutte entre l'influence Cameroun et l'influence Libreville va s'accroissant; Oloro Ovondo (de la région de Bitam) se lie-t-il à Léon Mba.

A partir de Juillet 1948, la confusion s'accroît :

Au Cameroun, l'Union Tribale Ntem-Kribi, n'est pas reconnue officiellement; cet organisme n'est pas en accord avec les chefs de clans installés par la Réforme des Chefferies; incertitude dans la transmission des mots d'ordre. Au Gabon, l'influence de Libreville s'accroît; la lutte entre le député Aubame et Léon Mba s'accroît (réticence de celui-là quant au mouvement d'ayong et "mise en garde contre l'intrusion des Camerounais"; rupture du "Comité Mixte-Gabonais" et Constitution, par le Député Aubame, d'une "Union Démocratique et Sociale Gabonaise"; confusion dans l'attitude administrative; alors que le Chef de Région, à Oyem, tente de disloquer le mouvement en suscitant des rivalités, en avivant l'hostilité entre "Camerounais" et "Gabonais", certains chefs de District ignorent le mouvement (Bitam) ou pensent être mis devant le fait accompli" (Médouneu).

Cette confusion se manifeste à l'intérieur de l'ayong Yémissem : Esulan de Juillet 1948 à Afenane. Elle est dirigée par Nkouma Ella Daniel (de la région d'Ambam) ce qui prouve la persistance des influences Camerounaises. Rivalité à propos de la présidence des Yémissem d'Oyem, entre Tono Ovono (ancien Président) et Dong Mba Joseph (nourri par l'Administration). Le vote donne les résultats suivants : Tono Ovono (128 voix sur 228) est élu Président en tête. André Ndoutoumou (de Bissok); ancien élève de la Mission Catholique, commerçant) obtient 100 voix sur 228, est élu "Président-Vice". Dong Mba Joseph se déclare avoir été également choisi comme "Président-Vice".

.../...

Les jours mêmes de la réunion, l'hostilité entre Dong Mba Joseph et Nkouma Ella Daniel (qui soutient Tomo Ovono) se manifeste; celui-là organise le repas de fin d'ésulan et prétend que celui-ci repartit en emportant les cadeaux remis par les participants. Oloro Oyondo et Pierre Afouganou (représentant la tendance Léon Mba) n'ont pas participé à cette réunion ou y ont joué un rôle mineur. Les trois influences (Cameroun, Administration, Libreville-Léon Mba) eurent donc l'occasion de se révéler lors de cette réunion.

Peu de temps après, n'ayant reçu aucun ordre, ni des dignitaires du Cameroun (avec lesquels il a rompu) ni des dignitaires d'Oyem, Pierre Afouganou va organiser le regroupement des ayong dans le district de Médouneu. L'assemblée se tient du 16 au 19 Août 1948 et manifeste une réelle activité. A tel point que le chef de District de Médouneu, dans un rapport daté du 27 Août, écrit : "Des villages distants de plus de 50 kms et qui n'avaient pas entre eux des relations particulièrement étroites se sont trouvés d'accord pour reconnaître l'autorité d'un Président-en-tête... des palabres en suspens ont été réglées... Des travaux... ont été accomplis de la propre initiative des habitants avec une rapidité et une bonne volonté inhabituelles chez les Fang... qu'on le veuille ou non, nous sommes mis devant le fait accompli".

Pierre Afouganou se déplace jusqu'à Libreville pour envisager de rassembler les Yémissem. Il n'est pas logé par Léon Mba (qui appartient au clan essaké, dont à l'avong Yémissem) mais mange à la table de celui-ci. Léon Mba encourage la scission d'avec les Camerounais, et recommande de "n'accenter que les ordres venus de Libreville ou de Brazzaville". Dans l'Ogooué Ivindo où les Yémissem se sont révélés particulièrement actifs, l'influence de Libreville apparaît : "l'animateur des Yémissem, Efagha Mba, de l'aval Esansia, est parti à Libreville conférer avec Léon Mba, Chef du Comité Mixte Gabonais, (second rapport F. Trézenem).

Sommairement, les mouvements de regroupement pour les autres ayong étudiées peuvent figurer ainsi :

A.- Région d'Oyem

a) - Ayong Yengwi -

1943 : première ésulan au village Mikaga. Elle est organisée par Thomas Ellam Mbom, Boulou du village Nkongoulou (région d'Eholowa); planteur et chef du village.

.../...

... Celui-ci est venu avec des dignitaires d'avong et avec des femmes chargées d'apprendre la danse éniengé; il apporta le "livre" contenant l'histoire de la tribu, la liste des clans composant celle-ci et les statuts des Yéngwi. A l'occasion de cette réunion, élection des chefs de l'avong pour la région d'Oyem (pas de mouvement à Bitam).

"Président-en-tête", Bokala Ngonga David (chef du village de ~~Bitam~~, planteur de café et de cacao). *Ngongongone*

1948 : Août, deuxième ésulon du village Mikaga; toujours dirigée par Thomas Ellam Mbom; celui-ci procède à l'élection (les mêmes dignitaires qu'en 1943 sont conservés) et à la mise en place d'une "Société de travail".

Très rapidement la confusion apparaît à l'intérieur de l'organisation : c'est l'époque du désordre chez les Yémissem, l'époque du désordre organisé par l'Administration. Rivalité entre Ngonga David et Ngéma Ndoutoumou celui-ci se fait passer pour "Président en tête" et demande (lettre du 23 Sept. 1948 au Chef de région) à être nommé Chef-de-Terre, en raison de son autorité.

Fin 1948, réunion à Zogongone; Ngonga David la tient dans son village pour faire confirmer son titre de "Président".

1949 : Lors de mon passage à Oyem, ces deux dignitaires sont venus à tour de rôle me demander un entretien en prétextant, chacun, du titre de "Président des Yéngwi". Ngonga David a revêtu une tenue kaki et porte des insignes; il a le sentiment du désordre qui existe au sein de l'avong et m'a avoué avoir demandé, par lettre, aux dignitaires Yéngwi du Cameroun, des ordres précis afin d'organiser "le travail d'avong après le temps des plantations".

Deux remarques s'imposent : l'absence d'influences venant de Libreville (sans doute parce que les Yéngwi sont peu nombreux vers Médouneu, Libreville) et, en conséquence, la persistance de l'attachement au Cameroun; la confusion liée aux rivalités personnelles, mais, surtout, à l'action administrative et aux/.....

... hésitations qui caractérisent alors l'attitude des clans au Cameroun.

b) - Avong Odzin -

réunis au
Cameroun pour
le regroupement. (Réunions tenues à Ngonéma en Avril - Mai 1948. Election d'un "Président Général" (Minko Evina) et d'un "Secrétaire Général" (Ondo Obam). Création d'une "Société de Jeunes" pour les travaux de la tribu.

Avong moins active que les précédentes.

B.- Région de Mitzié -

Le mouvement de regroupement est décalé par rapport à Oyem; il manifeste sa plus grande activité dans le second semestre 1948.

a) - Avong Yémvang -

Première ésulan tenue à Doumassi (District d'Oyem canton de Bissok); elle est organisée par un Yémvang de la région d'Oyem, Oniana Onon (planteur du village Ndama).

Deux autres réunions ont suivi : à Kouksolé (près de Mitzié) et à Yénamissogo (canton Doumandjou). Elles aboutissent à la mise en place de la hiérarchie suivante : "Président en tête", au nombre de deux un sur le canton Doumandjou, un sur le canton Makokou; à savoir :

- Mozomo Zyo (ancien tirailleur, village Yénamissogo).
- Ondo Mba (chef du canton Makokou).

"Président-Vice" : Obam Nna (Chef du village Bikoukou) et Ngog Ndong (notable de Adzap; canton de la Lara) "Gouverneur Général" Mbol Misane (du village Matsui). Le "Livre" a été composé par Manié Mankogo (Chef du village Kos, à la limite Oyem-Bitam, planteur de cacao); les statuts ont été rédigés par le fils de celui-ci, élève de la Mission Catholique.

Ils sont soumis à l'influence Cameroun; Mozomo Zyo m'indique : "Celui qui doit commander tous les Présidents Yémvang viendra d'Ebolowa; il ne peut venir que du Cameroun"; tout en étant incapable de donner le nom de ce chef supérieur. Ils ont imité "les gens du Cameroun" quant à la hiérarchie, sans pouvoir la justifier, sans pouvoir en expliquer l'utilité. Ils se manifestent hostiles aux autres tribus (Yénissen, Yémeudang, notamment); plusieurs informateurs m'affirment :

.../...

"s'il n'y avait pas l'autorité de l'administration, ce serait la guerre entre les tribus".

Le mouvement est actif; suffisamment pour donner lieu à des éclatements ou à des déplacements de villages. Entre les membres de la hiérarchie, les rivalités sont beaucoup moins graves que dans la région d'Oyem; l'hostilité est surtout dirigée contre les chefs administratifs. La rivalité est telle que les dignitaires se préparèrent à descendre, après le temps des cultures, dans la région de Ndjolé (il a été écrit à Ndong Nsam, chef du village Mokome, de préparer les tambours de danse).

b) - Avong Yémeudang -

Une réunion préparatoire (émos) fut tenue au village d'Ebiane (limite des districts de Mitzic et d'Oyem) pour apprendre l'histoire de Yémeudang, le but du mouvement d'avong, le sens des statuts la danse éniengé. Le maître de cette initiation était Ndong Ekolo, "Président en tête" des Yémeudang pour la région d'Oyem, tailleur au village d'Elop.

La véritable réunion, ésulan, fut tenue à Matsui. Ndong Ekolo s'y était fait représenter. Y assistaient les Yémeudang des cantons Okala et Doumandjou, quelques hommes de la Lara et un "invité" de Nzork (Guinée-Espagnole). En dehors de la proclamation solennelle des statuts de la tribu, la hiérarchie fut mise en place, après élection, à savoir :

- "Président en tête" : Nanvi Mindong (chef de terre, village Metsui II; en réalité, le nom de ce village est Esilbignan (arracher les galons) hostilité manifeste vis-à-vis du chef de canton; peut-être avant même que j'eux interrogé, le "Président me fit savoir qu'il se défendait d'agir contre les blancs".)

- "Président-Vice" : André Mfoumou Evouna (planteur, village Metsui II) - Gouverneur Général : Egozo Akanou (planteur village Metsui II).

Les Yémeudang se manifestent comme liés au Cameroun; ils connaissent les dignitaires de la tribu mis en place dans la région d'Ambam. Ils accenteraient, pour la plupart, un Chef supérieur gang appartenant à une tribu autre que la leur; les dignitaires désapprouvent les malentendus qui, dans la région de Mitzic, divisent les tribus.

Ils se sont montrés suffisamment actifs pour organiser le regroupement dans la région de Booué; ici, le "Président en tête" est Mkwolé Ngo

.../...

(chef de terre, canton Etougéman).

c) - Ayong Yémissem -

La réunion importante eut lieu à Nkar I (route d'Oyem, sortie de Mitzié). Elle était organisée par André Ndoutoumou, Président-Vice des Yémissem de la région d'Oyem.

d) - Ayong Ngoy - (Yengwi du Cameroun) -

Deux ésulan eurent lieu à Sam (sur la route de la S.A.P.I.C.) et à Boumandjou. Elles étaient dirigées par Emmanuel Ngéma Ndoutoumou (Président-Vice pour le district d'Oyem). Tribu absolument soumise aux influences venant du Nord).

e) - Ayong Yémodzit -

Les clans de cette tribu se préparent à tenir au temps de la saison sèche, une grande ésulan à Doum (route de Mitzié à Médouneu). Ils ont préparé les tambours et apprennent à danser éniengé. La réunion sera organisée par Ondo Edzang, Président en tête pour le district d'Oyem (résidant à Ellelem).

f) - Ayong Yendzok -

Le regroupement n'est pas encore fait. Camille Mba (de la région de Bitam) a écrit à André Mba du village Afagazoc (route de Mitzié à Médouneu) pour lui donner les ordres concernant la préparation de la réunion.

Le mouvement touchera surtout le clan Efak bien représenté en direction de Médouneu et de Libreville.

Dans la région de Mitzié, le mouvement d'ayong a été moins déformé que dans le Nord du Woleu-N'tem et présente, en conséquence, une plus grande vitalité; commencé plus tardivement, il conserve encore l'enthousiasme qui caractérise les premières ésulan. Il échappe, en partie, aux tiraillements de la double influence Cameroun - Libreville; il n'en est pas encore au stade des graves rivalités entre dignitaires; touchant des populations plus frustes, moins évoluées politiquement, il se présente surtout comme un retour à l'ancienne cohésion tribale, avec ce que celle-ci implique de méfiance et d'hostilité vis-à-vis des autres tribus.

.../...

Il a suffisamment de vitalité pour provoquer des éclatements de villages (des gens de même ayong quittent leur ancien village en ayant bien soin de détruire leur corps de garde, pour aller s'établir auprès des villages relevant de leur tribu) ou des déplacements de villages (villages quittant la piste de Makokou ; activité de construction ou de reconstruction de villages sur la route de Médouneu). Le mouvement n'est pas stoppé ; il a marqué un temps d'arrêt à cause de la confusion et de l'incertitude sévissant dans les clans de la région d'Oyem et du Cameroun, à cause de la saison des plantations ; il s'est développé, quelquefois, de manière indépendant e et personnelle il faut s'attendre à le voir s'accomplir pour les clans non encore regroupés, à la voir se diffuser vers le Sud.

C.- Région de Médouneu

Le regroupement n'a touché que les Y émissen et de manière confuse.

En résumé, le mouvement d'ayong a pris, dans le Nord du Woleu-Ntem, un caractère politique qui le rend dépendant des vicissitudes éprouvées au Cameroun ou à Libreville ; il a conservé, dans le Sud un caractère plus fruste et plus enthousiaste, se situant tout au plus, selon une vieille habitude, sur le plan de l'hostilité manifestée aux chefs administratifs. Dans les régions où il ne s'est pas accompli (Ndjolé, Lambaréné, Kango) ou dans celles où il est mal réalisé (Médouneu) il est concurrencé par la mise en place du Ngol ou par une recrudescence de l'activité du Bwiti.

Ceci explique les deux tendances signalées par le Capitaine Vasquez (rapport provenant de Guinée-Espagnole, décembre 1948) : une "tendance Gabon" qui possède " un caractère réactionnaire" qui s'accompagne d'un "renouveau des vieilles coutumes" ; une "tendance Cameroun" qui donne au mouvement " son apparence d'association moderne".

Les ayong sont organisées de façon semblable.
Trois éléments sont à étudier.

A.- La Hiérarchie

Elle a déjà été exposée par M.E. TRESZENEM, à propos des Y émeudang de Booué (Premier rapport). Elle est, en apparences, une parodie des dignités et fonctions qui caractérisent l'Administration Française (caractère de parodie qui se retrouve dans le N'gol, par exemple). De cette hiérarchie, seuls quelques dignitaires sont importants ; les autres grades, qui n'ont de sens, souvent, qu'au moment des ésulan sont, selon l'expression d'un de mes informateurs, "destinés à faire plaisir". Les fonctions essentielles restent celles qui organisent l'autorité permanente au niveau du District, du Canton, du Village ; Président-en-tête, Président-Vice, Gouverneur Général, Gouverneur et Commandant ; et celles qui font participer les femmes à l'organisation de l'ayong ; capita des femmes, gouvernantes de la tribu, etc...

S'arrêter à cette terminologie, pour n'y voir qu'une parodie ou pour y voir une machine infernale montée par certains, c'est faire une singulière erreur. Il s'agit d'une innovation proprement africaine et exprimant les besoins de l'actuelle société nègre ; les Fang n'en sont d'ailleurs pas les inventeurs ; 1936 Congo Belge (territoire de Jadotville, Haut Katanga) "Pullulement de sociétés... qui donnèrent à l'Administration quelques inquiétudes et qui, avec leurs statuts parodiant grossièrement nos institutions, traduisent le besoin d'une discipline" - 1945, Sénégal (Subdivision de Dagana) : "... les fraternités d'âge se sont, pour la première fois... fédérées dans un souci d'intérêt politique et social... Il y a là, une initiation intéressante par l'esprit progressif dont elle fait preuve, et les résultats qu'elle obtient. Elle est, en outre, sous le couvert d'une terminologie qui fait sourire (allusion à la hiérarchie de ces fédérations) profondément originale, africaine".

D'ailleurs, chez les Y engwi d'Oyem, une terminologie purement fang est en création ; elle conserve "Président-en-tête, Président-Vice", elle crée

-Mbarlé, à la place de Président-Adjoint ; Mbarlé le gardien, parce que les dignitaires ayant ce titre "se déplacent pour surveiller le pays".

-Mbarlé Béyan, le gardien des étrangers, un dans chaque village, il reçoit les étrangers.

-E vet ayong, le chef d'ayong, un dans chaque village : il fait exécuter les ordres du Président.

.../.

- Evet Mbarlé bisséno, chef et surveillant des travaux ; il commande la société de travail.

- Bobono mofak, une sorte de Conseil des anciens qui connaissent bien la coutume ; tend à se créer dans chaque village.

B.- La société de Travail

Cette institution a été empruntée au Cameroun où elle a une existence active. Le nombre de sociétés de travail est considérable. Il en existe 79 dans la seule subdivision d'Ebolowa (comptant chacune de 100 à 150 membres). Elles se soumettent, actuellement, à deux périodes de travail par an, durant chacune dix jours ; les hommes sont rétribués au tarif des manoeuvres ; un certain enthousiasme les anime, encore, et les équipes arrivent au lieu de travail avec musique et fanions. La création de ces "sociétés" répond à divers buts :

- adaptation à la nouvelle législation du travail et aux obligations de réaliser des travaux d'utilité publique ;

- moyen de séduire l'Administration en liant l'activité des "sociétés" au mouvement de regroupement des clans ;

- moyen d'atteindre le commandement administratif, après la mise en place des hiérarchies de tribu, "en substituant leur collectivité à celle du village".

A titre d'exemple, je cite l'excellente analyse que fait M. SOUPAULT dans un rapport de tournée relatif au Canton N dou-Libi (Subdivision de Sangmélima) ;

- dans le canton, les sociétés ont "tendance", comme partout ailleurs, à être un facteur de désintégration du commandement traditionnel... Emblèmes des tribus, elles ont été "soufflées", afin de les engager à travailler volontairement pour l'Administration lors de la suppression du travail obligatoire... Sociétés de travail, elles avaient fini par devenir un état dans l'état, et par substituer leur collectivité à celle du village... Elles ont pris, précisément, naissance à une époque où la chefferie traditionnelle recevait plusieurs entailles la population désemparée s'est regroupée spontanément autour d'éléments de commandement nouveau. Ce dynamisme contribue à créer un climat d'enthousiasme.

... Avec le temps... l'euphorie est tombée, mais les présidents ont entendu garder leurs prérogatives à l'encontre des chefs de villages...

En principe, il y a, au moins, une "Société" par tribu ou clan. A Ndou-Libi, 10 sociétés (pour 8 tribus représentées, groupant 830 travailleurs pour une population de 3.567 "hommes").

Ces dix sociétés donnent, aujourd'hui, satisfaction. Elles ne sont l'élément d'aucun trouble dans les villages où les chefs ont reconquis leur suprématie.

Au Gabon, les Sociétés de travail n'ont eu d'activité que dans la région d'Oyem ; elles se sont montrées agissantes chez les Y émissen et les Y engwi ; elles ont tenté, par leur activité, de rallier l'Administration au mouvement d'ayong.

a)- Chez les Y émissen -

Elles ont déboursé le Poste ; elles ont construit en même temps que les sociétés Yémissen, la route allant de Oyem à Zogongone ; elles ont bâti l'école de Ebiane ; elles aident les jeunes gens dans la réalisation des plantations.

L'enthousiasme est vite tombé ; notamment, à partir du moment où l'administration s'est manifestée absolument hostile au mouvement d'ayong : les Sociétés de travail ne pouvaient plus tenir avec enthousiasme, leur rôle de séduction.

D'une manière confuse, mais générale, le début du mouvement de regroupement avait été marqué par " un retour au travail " ; ~~et~~ à l'impulsion des chefs de clan" (rapport d'Oyem, 1947). " Des travaux (désherbage de la route, nettoyage et réfection des cases, débroussage...) ont été accomplis de la propre initiative des habitants..." (rapport de Médouneu, août 1948).

En résumé, la mise en place des Sociétés de travail est à peine commencée au Gabon.

C.- La solidarité matérielle à l'intérieur de l'ayong

En dehors de l'aide, déjà signalée, accordée aux membres de l'ayong (dans la reconstruction des cases, dans la réalisation des plantations, etc...) il peut exister une aide financière. En voici deux exemples :

a) - Chez les Y engwi d'Oyem

L'argent recueilli au cours des réunions et à l'occasion des amendes, constitue le mbank (banque) que garde le Mbank mūsū (banquier). La banque est destinée à venir en aide aux membres du clan pour le paiement de la dot, de l'impôt ou d'une amende administrative, pour la réalisation d'un secours aux malades.

Elle peut aussi donner lieu à un prêt avec intérêt (5%). Tous les six mois, le "Président-en-tête", vient vérifier les comptes du mbank mūsū. C'est plus une réalisation théorique qu'une réalisation pratique intéressant tous les membres du clan.

b) - Chez les Y emvang de Mitzié

L'argent recueilli au cours des ésulan (contribution libre, les plus fortes contributions, selon les informateurs, n'ont pas dépassé 200 francs) constitue la bank ; est gardé par le Président-en tête.

Les sommes recueillies lors de la première réunion sont partagées en deux parts, égales ; l'une revient aux dignitaires venus enseigner les "manières d'ayong" ; l'autre revient aux dignitaires élus à la suite de la réunion.

La Bank est destinée à venir en aide aux membres de l'ayong ; notamment, n'a-t-il été dit le plus souvent, en cas d'amendes administratives.

Cet aspect "financier" de l'ayong est assez suspect aux gens de brousse ; ils n'aiment pas donner leur argent, et encore moins, ne pas savoir l'usage réel qui est fait de celui-ci ; ils soupçonnent, volontiers, à une sorte d'escroquerie (quelques villages de la route de Médouneu ne m'ont pas caché cette opinion ; ils m'ont même manifesté leur mécontentement de voir les "blancs commander" l'ayong ; c'est sans doute un des arguments donnés aux irréductibles).

La mission n'a pu enquêter en Guinée-Espagnole ; l'autorisation de pénétrer sur ce territoire n'étant pas parvenue. Les renseignements épars ont été obtenus par l'intermédiaire de travailleurs ayant regagné leur village du Gabon.

On peut affirmer que le mouvement de regroupement y est connu : rapport du capitaine Vasquez (Décembre 1948) : " Dans la région d'Ebébéyin, le mouvement a provoqué quelques répercussions de peu d'importance". En 1947, voyage de Pierre Afonganou en Guinée-Espagnole une attestation le présentant comme " Inspecteur des Y éniissen" a été visée par le téniente d'Ebébéyin.

En 1948, les Y engwi d'Oyem ont tenu une ésulan au village Mitom à côté de Nzord (Guinée Espagnole). Le ténienté de ce Poste y assista et fit quelques cadeaux.

Des délégués de Guinée-Espagnole ont assisté à diverses réunions organisées au Woleu-Ntem (une dizaine au rassemblement des Y éniissen dans la région de Médouneu, un au rassemblement des Yéneudang dans la région de Mitzic, etc....)

Le regroupement n'y est pas effectif :

- Les travailleurs récemment revenus de Guinée-Espagnole n'ont affirmé qu'aucune ésulan n'avait été tenue dans ce Territoire et que la danse énienge n'y était pas pratiquée. Ils n'ont bien précisé que le mouvement de regroupement y est connu mais qu'il n'y est pas réalisé, "par peur" de l'Administration.-

IV.- L'ESPRIT DU MOUVEMENT DE REGROUPEMENT DES AYONG

Le mouvement de regroupement des ayong a un caractère am bi-valent. Il est, à la fois, conservateur et progressiste, religieux et politique, nationaliste (du "nationalisme" de tribu) et fédéraliste, docile et subversif ; création des "jeunes fang" et émanation des " Vieux Fang". Cette dualité exprime le désir d'évolution de la société fang en même temps que la nature des influences qui ont provoqué ou transformé le mouvement. L'une ou l'autre de ces tendances peut devenir prédominante, faire avorter le mouvement ou le rendre politiquement dangereux.

Pour obtenir le regroupement de s ayong, il fallait recourir à des éléments qui pussent provoquer l'enthousiasme. On redonna donc vie à des souvenirs historiques : allusion aux migrations communes (c'est le but de la fausse légende dite " Tradition des races bantoues" qui circula largement au moment des réunions) allusion à la cohésion et à la force qui caractérisent les Fang au moment de leur poussée conquérante (c'est l'argument donné aux vieux pour obtenir leur adhésion au mouvement) ; on redonna une vie nouvelle à des nations telles que celles de race, de sang ("nous sommes de la tribu Yémissen parce que nous avons un même sang" disent les Yémissen d'Oyem ; " en mangeant les mêmes aliments pendant le festin d'ésulan, nous faisons le mélange des sangs" disent les Y émodzité de Mitzié ; " nous n'avons plus d'enfants parce que la race est mélangée" disent les Yémodang de Mitzié, etc...) aux notions de tribu ou de clan, de fraternité et de solidarité tribales (chez les Yémissen d'Oyem, au moment des réunions, des membres du clan doivent "s'embrasser comme des frères") ; les statuts de toutes les tribus affirment la fraternité et la solidarité QUI lient tous les membres. Ces arguments, en quelque sorte réactionnaires, sont combinés à d'autres, capables de répondre au désir d'évolution ou aux désirs des évolués, ainsi :

- "Quelle vie devons-nous suivre ?
- " Nous devons suivre la vie européenne "✱
- "Quel est l'exemple que nous devons donner pour suivre la vie européenne"?
- "Nous devons travailler pour gagner de l'argent".
(Y émissen d'Oyem - cahier de réunion d'un dignitaire).

Dans le même sens vont les arguments que me donna Pierre Afouganou, Yémissen d'Oyem : " Les manières des blancs c'est bon la vie ; c'est pourquoi nous faisons alar-ayong

... Nous empêcher de faire le regroupement, c'est nous laisser dans la sauvagerie..."

Tous les statuts de toutes les tribus expriment un souci de modernisation : obligation d'envoyer les enfants à l'école, prescriptions d'hygiène, etc...

Ce double mouvement explique, assez, que l'organisation de l'ayong combine des éléments archaïques et des éléments modernes (hiérarchie, essai de fédéralisme tribal). L'un ou l'autre aspect l'emporte selon l'endroit : dans la région de Mitzic, plus fruste, il naît une sorte de nationalisme tribal ; dans le Nord du Woleu N'Tem et au Cameroun, un rapprochement des tribus et une organisation inter-tribale de forme moderne (ainsi l'"Union Ntem-Kribi") paraissent possibles.

Selon un dynamisme propre aux sociétés nègres, le mouvement de regroupement développe un aspect religieux et un aspect politique. Les statuts des diverses tribus imposent tous l'obéissance à Dieu (Dieu confus qui est aussi bien celui des Chrétiens que celui des adeptes du B witi) : "Dieu étant celui à qui appartiennent toute la sagesse, toute la puissance, toute l'intelligence, il ne faut jamais commencer ou entreprendre quoi que ce soit, sans l'avoir prié pour demander son aide..." (article I) des statuts Y émissen de Makakou).

"La famille Y emvang commence toujours ses sessions par invoquer le nom de Dieu" (Y emvang de B oué).

Après la danse significative des réunions, les assistants chantent des chants religieux (Premier rapport E. Trezenen).

Cet aspect religieux a fait illusion, a été encouragé par les Missions. A ce point de vue, les informations données par le Capitaine Vasquez (Rapport de Guinée Espagnole, Décembre 1948) ne semblent exactes : "... rôle de la mission américaine d'Etat (Ebolowa) qui, soucieuse de contrabalancer l'influence du clergé catholique, aurait rêvé d'installer à l'aide d'un mouvement tribal, fortement organisé, des chefs de clan qui lui seraient dévoués..."

Les missions catholiques ont aussi été favorables à ce mouvement qui imposait, comme première obligation, l'obéissance à Dieu : Abbé Aloyse à Minvoul, R.P. Syllard à Mitzic.

Puis, l'aspect politique l'emporte et les Missions sont devenues hostiles (ou réservées) quant au mouvement de regroupement. Au Cameroun, le pasteur Wvong Ndo Atyam qui jouait un rôle essentiel dans l'"Union Tribale B antoue"...../.

.../.

...disparaît lorsque cette association devient " l'Union Tribale Ntem-Kribi" ; la mission d'Etat perd son droit de regard et de contrôle. Au Gabon, les Missions se révèlent prudentes quant au mouvement lorsque se manifeste l'action de Léon Mba et du "Conité Mixte Gabonais".

D'ailleurs, la politique du mouvement évolua ; à l'origine (lors des premières ésulan) celui-ci se révèle populaire, enthousiaste, docile à l'Administration. Les réunions se tiennent dans une atmosphère de "fête au village". Les manifestations de loyalisme se multiplient : les administrateurs sont invités aux ésulan et assistent à des déploiements de drapeaux ou banderoles tricolores ; les statuts imposent, au même titre que l'obéissance à Dieu, l'obéissance à l'Administration ; la devise des Yénissém de Makokou est : " Le plus haut, tout au dessus de la tête, Dieu trois fois saint ; au milieu, au niveau du coeur, l'Administration ou le Gouvernement Français ; en bas, au niveau des genoux, la Tribu". Ensuite, après la mise en place de la hiérarchie, le mouvement se manifesta calculateur, hostile à l'ancien ordre administratif, impérialiste. Lorsque certains villages ou certains clans sont réfractaires au regroupement, on les menace d'être mis " Hors l'ayong" de n'être plus jamais, ni secouru, ni hébergé (information recueillie auprès des Yénissém de Mitzié). Cette menace d'ostracisme ne manque pas d'apparaître comme très sérieuse pour qui connaît la mentalité clanique.

Certaines tribus particulièrement agissantes essaient d'entraîner dans le mouvement des groupes ethniques étrangers aux Fang : les Yénissém se sont intégrés une famille Bapoundu des environs de Mouila ; des ayong de l'Ogooué - Ivindo ont revendiqué " des Shake", des Bakota et, même, le chef du principal village Okandé ; des Yengwi d'Oyem ont assimilé un garde Sara du Poste. Ces revendications sont justifiées par de faux prétextes ; émigration, dispersion due aux famines, rapt de femmes au moment des anciennes guerres, etc... Il faut voir là l'héritage des animateurs de l'"Union Tribale Bantoue" : leur idée confuse de réaliser, au niveau du Sud-Cameroun, une Fédération des races bantoues,

Lorsque les dignitaires d'Ayong furent en place, ils durent (pour se justifier vis à vis des membres du clan) se créer un pouvoir qui ne leur était pas légalement concédé. Ils réglèrent les palabres ; ils tentèrent de servir d'intermédiaires entre l'Administration et les villageois ; ils s'opposèrent aux chefs nommés (utilisant ainsi une très vieille hostilité) en arguant de leur qualité de chefs élus : ils s'attachèrent à la mise en ordre des villages et à la réalisation des plantations. En secrétant ce pouvoir, ils tentèrent de faire pression sur l'Administration ; ils essayaient de séduire celle-ci en se présentant comme de véritables chefs.../...

...("J'ai pu constater que ces chefs possédaient une forte autorité sur les membres de leurs clans..." rapport d'Oyem 1947) en faisant réaliser divers travaux ("retour au travail", rapport d'Oyem 1947). Quelque soit l'attitude adoptée pour cette conquête du pouvoir, cumul d'une fonction administrative avec une dignité d'ayong, ou hostilité non cachée aux chefs nommés, le mouvement de regroupement révèle le désir de bouleverser l'actuel ordre administratif.

Les "raisons" données pour justifier le regroupement des ayong sont confuses (recréer la solidarité tribale, lutter contre la dépopulation, rétablir certaines formes d'autorité, ainsi sur les femmes trouvées trop émancipées, etc...) mais expriment, bien que confusément, le sentiment qu'à chacun de la gravité de la crise fang.

Là où le mouvement ne s'est pas installé, on assiste à un renouveau d'activité de la secte Bwiti, c'est une autre réponse donnée à cette crise.

V.- LE BWITI

Le Bwiti est une société secrète qui n'est pas d'invention fang ; elle a été empruntée aux peuples du Sud (aux Mitshogo vraisemblablement) emprunt qui remonte à 25 ou 30 ans.

Les voyages vers la côte, les séjours sur les chantiers ont permis à cette Société de se diffuser profondément en pays Fang : elle est largement répandue dans les régions de Kango et de Médouneu ; elle existe en Guinée-Espagnole et jusqu'au Cameroun (région d'Amban).

C'est une institution composite. Elle conserve, en arrière-plan, les éléments proprement fang (conceptions relatives à l'ordre du monde, au sort fait aux âmes après la mort, à la magie de médication et de réussite) ; elle plaque, là-dessus, des emprunts chrétiens (dans la forme du temple, le rituel, les personnages figurés (statuettes de la Vierge et des Saints trouvées par des missionnaires dans des temples Bwiti) la mythologie (le personnage du Christ y figure) l'organisation de la hiérarchie). Elle présente un curieux mélange de croyances et pratiques anciennes et de convictions modernes (les tenants du Bwiti sont convaincus de participer à une grande religion qui peut concurrencer la Chrétienne ; ils se présentent volontiers comme des "martyrs".../...).

....des persécutés par les Missions et l'Administration)/ Il est d'ailleurs significatif que Libreville et ses abords constituent, par excellence, la tête du monde Bwiti (Léon Mba est présenté comme l'un des plus importants chefs Bwiti ; Libreville N° 79/C, 12.10.48). Ce caractère moderniste de la Société s'explique, en partie, par l'influence des transfuges des missions; mis en dehors de l'Eglise pour des raisons diverses (polygamie, le plus souvent) ils vont au Bwiti qui satisfait leur besoin religieux et se montre moins contraignant.

La fondation d'un temple Bwiti exige, en principe, un sacrifice humain ; la victime doit être choisie et donnée par un des vieux initiés qui vient assurer la création du nouveau temple (le sacrifice humain est celui d'une femme, très certainement). Les membres sont alors liés par ce sang ; il se crée une véritable complicité et une solidarité d'ordre mystique. Ce sacrifice, seul, ne suffit pas à fonder le nouveau Bwiti ; il faut des reliques (crânes, ossements) d'hommes ayant été remarqués pour leur puissance ou leur richesse (ainsi des crânes de blancs ont été utilisés en Pays Mitshogo); ces reliques autrefois enterrées sous le poteau sculpté soutenant le temple, sont maintenant conservées en brousse, fréquemment déplacées (moyen de défense contre les perquisitions missionnaires et administratives). L'Instrument essentiel, au culte, une sorte de cithare, est une figuration de la femme sacrifiée au moment de la fondation. A l'origine, le Bwiti était une action protection contre la force destructive de la mort et un moyen de s'assurer fécondité et richesse (d'où le rôle de la femme, des symboles féminins) ; c'est dire qu'il faut appel à des notions et principes solidement enracinés dans la psychologie du noir.

Les hommes du Bwiti (Bô-Ba'andz) subissent tous une initiation de même style et se caractérisent tous par l'absorption d'iboga (arbuste cultivé aux abords des cases ; son écorce amère a la propriété de déterminer une sorte d'ébriété ; un adepte de ce culte me dit : "Les hommes qui ont bu iboga sont tous liés". Dans certaines régions, un signe extérieur permet de reconnaître les initiés ; ainsi, la chéchia rouge (en allant de Mé-, douneu vers Libreville). Les hommes du Bwiti possèdent une langue secrète (qui comprend de nombreuses expressions Mitshogo dont le sens n'est pas connu), et reçoivent au moment de leur initiation, un nom qui doit être tenu secret . Le "secret" est un des éléments essentiels à la cohésion de la secte : celui qui parle est menacé (par empoisonnement), de mort comme celui qui cherche à savoir, par curiosité ;...../.....

... un informateur (Kono), c'est-à-dire officiant d'un Bwiti de la région de Médouneu, m'a indiqué d'une manière non équivoque : "tu ne dois rien dire des choses de Bwiti".

Le Bwiti n'est pas organisé au niveau du village mais au niveau des régions plus ou moins vastes. On peut véritablement, parler d'une organisation par " paroisses " et par " diocèses " : un Bwiti important contrôle les Bwiti moins puissants, créés dans les villages avoisinants ; un dignitaire Bwiti dont le rayonnement atteint la Haute-Abanga (depuis la région de Kango) ne craint pas de se présenter à un Missionnaire de Mitzié, en tant qu' " évêque Bwiti ". Grâce à cette hiérarchie les mots d'ordre et les nouvelles manières arrivent à se diffuser très rapidement, depuis Libreville, par le relais de Kango, vers Médouneu et le Woleu-Ntem, vers Lambaréné et Ndjolé.

Cette société à organisation hiérarchique a forte cohésion, à forte discipline, a, dans les endroits où elle existe, un rôle politique (au niveau de la politique indigène locale) par la crainte qu'elle inspire. On compte avec elle : ainsi, pour asseoir son autorité, un jeune évolué de la région de Médouneu cumule les fonctions de Président du Tribunal coutumier, dignitaire de l'ayong Y émissen, adepte influent de l'un des plus puissants Bwiti de l'endroit. Encore : "... des Pahouins ont rapporté qu'il leur était impossible, sans se faire initier au Bwiti, de vivre dans certaines régions... Plusieurs, même ont quitté leur village " (Libreville, Etat-Major, 2^e bureau). En dehors de cette contrainte extérieure, le Bwiti attire par les renèdes magiques ou religieux qu'il prétend apporter, par la cohésion et la solidarité qu'il réalise par tout ce qu'il a rassemblé (malgré ses modernisations) de vieilles convictions fang. Il représente, assurément, un mode réactionnaire et fruste de réponse à la crise fang. Le Bwiti possède des caractères anti-blancs, par son aspect réactionnaire mais, surtout, par le sentiment qu'ont ses initiés d'être des persécutés. Sur ce dernier point, les nombreuses questions de nos informateurs ne sont pas équivoques : Pourquoi tue-t-on les Bwiti (en Guinée Espagnole) ? Pourquoi nous accuse-t-on de " ranger les hommes " ? Pourquoi nous dit-on que nous irons en Enfer ? etc... Toutes questions qui font allusion à la " guerre " que les Missionnaires et certains Administrateurs ont faite aux adeptes de cette secte. Ces caractères peuvent être utilisés, tout comme l'organisation autoritaire que représente le Bwiti, à des fins politiques ? M. A. Siegfried, dans un article relatif à l'Afrique du Sud annonce le rôle déterminant des " syndicalistes-sorciers ", et des " politiciens-sorciers ". Nous aurons, ici, à faire très rapidement à des faits de cet ordre.

VI.- CONCLUSIONS PRATIQUES

A u terme de cette analyse, il s'agit de faire le recensement des certitudes acquises :

1°- Le congrès Pahouin, le mouvement de rassemblement des ayong, le projet de regroupement des villages (projet Aubame) manifestent, chacun à leur manière, le sentiment qu'ont les Fang de la crise qui marque leur groupe ; ils suggèrent ou esquissent des solutions ; ils révèlent surtout le besoin d'une solution d'ensemble.

2°- La réforme tentée au Cameroun apporta beaucoup de désillusions. C'est une leçon dont il importe de tenir compte. Pour quelles raisons, la réforme Bourdier-Grenier ne fut-elle pas le remède attendu ? Parce qu'elle fut essayée avec beaucoup de réserve (l'autorité des chefs de clan doit être à " caractère purement précaire et régional.... Cette autorité basée sur la consanguinité doit demeurer avant tout, morale et paternelle " Haut Commissaire de la République à Chef de région du Ntem ; Sept. 1946) ; parce qu'elle est un rafistolage et non une réforme d'ensemble ; parce qu'au Cameroun, pas plus qu'au Gabon, le clan (ou la tribu) n'est groupé et ne coïncide avec une région importante ; or l'organisation d'une chefferie suppose essentiellement une base régionale précise. Par contre, la Société de Travail est une institution récupérable ; je m'efforcerai d'analyser ce point avec précision.

3°- La crise de "citoyenneté" a servi de catalyseur ; elle a accru et accusé le désordre. D'une part, désordre intérieur par les modifications brutales apportées au statut personnel, au droit indigène, à la condition de la femme. D'autre part, déséquilibre entre la démocratie instaurée au plan supérieur (au niveau du Territoire de la Fédération) et le statu quo ante maintenu au plan inférieur (au niveau du canton, des villages). Le villageois ne comprend pas qu'on le consulte en des matières dépassant ses préoccupations essentielles et qu'on ne le consulte pas en des matières touchant ses soucis et ses intérêts immédiats.

4°- Parmi les éléments de crise isolés au cours de cette analyse, certains suggèrent immédiatement le remède : le malaise lié à la dépopulation (ou à la stagnation de la population) disparaîtrait en partie avec une politique sanitaire à grands moyens d'action (on a créé le besoin d'aller au dispensaire, mais on n'a pu, ni multiplier, ni approvisionner les dispensaires

....////

... Le besoin d'évolution, d'enseignement, peut-être satisfait ; il s'agit de multiplier les écoles et de diffuser un enseignement qui ne soit ni un enseignement au rebais, ni une rhétorique vide (ce qui implique un effort des missions aussi bien que des établissements d'Etat). Mais, ceci ne touche pas encore le fond du mal.

5°- Il faut aller jusqu'à une véritable réforme de structure, à caractère politique aussi bien qu'économique.

A.- Caractère Politique.-

Il faut créer véritablement les éléments de base de la structure politique (au sens moderne) à savoir : le village et le canton. C'est un problème complexe, car la solution doit convenir aussi bien aux Fang du Sud (encore mal fixés et plus frustes) qu'aux fang du Wolou-Nton (plus stables, plus riches, mieux évolués).

Quels sont les faits d'ordre traditionnel (ceux qui ont subsisté, qui manifestent, ainsi, leur caractère nécessaire) dont il faut tenir compte ?

a)- Le sentiment d'appartenir à une même ayong ; sentiment confus qui implique des notions de fraternité par le sang et de solidarité matérielle, en même temps que des obligations relatives au mariage (exogamie) ; qui comporte, aussi, le souvenir de l'hostilité ancienne ou encore récente.

b)- Le souvenir (ou même la survivance) des réunions périodiques où il était discuté des affaires du clan ou de la tribu ; les ésulan ne sont pas une invention moderne et de circonstance.

c)- La désintégration des tribus a produit une poussière de "familles", c'est le processus inverse de celui qui avait donné naissance à cette forme politique relativement élaborée, la tribu. En dehors de la famille restreinte, la cellule sociale la mieux préservée est la famille étendue ounzambot ; celle-ci place sous l'autorité d'un homme : sa descendance, ses frères cadets et leur descendance, quelque fois la descendance de ses oncles paternels ; elle a dans le village, en général, son corps de garde particulier.

Quels sont les caractères actuels du village Fang?

.../...

1.- Le village qui, à l'origine, tendait à se confondre avec la " famille ", représente une agglomération trop peu nombreuse. Il n'est un village ni au sens où nous l'entendons, ni au sens où l'entendent les grands peuples noirs (du Soudan ou de la Nigéria, par exemple). Le tableau suivant manifeste ce fait.

REGIONS	: Nombre des : villages : Fang.	: Villages ay: : ant 100 ha : au plus	: Village le : plus peuplé	: village le : moins peu- : plé.
Dépt Estuaire Recenst 1936	: 111	: 17	: 285 ha.	: 5 ha.
Subdiv. Manbaréné (Recent 1936)	: 57	: 31	: 488 "	: 26 "
Canton Boué Est (Reconst 1936)	: 61	: 21	: 287 "	: 22 "
Subdiv. Mitzié (carte 1948)	: 132	: 33	: 317 "	: 17
Subdiv. Médounou estimation 1948	: 37	: 12	: 168 "	: 40 "
Subdiv. Oyem Recenst 1945	: :	: :	: :	: :
Cantons : Bissok	: 53	: 23	: :	: :
Ellelm	: 41	: 13	: 380 "	: 13 "
Oyem	: 15	: 9	: :	: :
Région de Bitam Minvoul	: --	: --	: 313 "	: 10 "
carte dressée en 1948/	: :	: :	: :	: :

2.- En ce qui concerne la répartition des ayong, au niveau du village, on peut distinguer trois possibilités : plusieurs villages relèvent de la même ayong sont groupés sur un territoire plus ou moins réduit (canton Kyé-Nyé, canton Woleu, dans la région d'Oyem) ; des villages composés de familles relevant de la même ayong s'échelonnent dans le plus grand désordre, sans qu'un semblant de regroupement par affinités tribales apparaisse (cas des villages égrenés au long des routes) dans un même village vivent des familles n'appartenant pas à la même ayong (association Oyék Efak dans la région de Médounou par exemple.)

.../...

3.- Une certaine stabilisation des villages peut-être obtenue par : la stabilisation du réseau routier (les villages Fang sont attirés par les routes commerciales fait déjà signalé, en 1934, par l'Administrateur Le Testu) ; l'extension des cultures industrielles (les plantations de cacao et de café retiennent le " planteur " indigène). S'il est vrai que, selon l'expression de M. Delavignotte, " c'est au village que se tient le secret de l'évolution africaine ", il importe, d'abord, de créer des villates dignes de ce nom, c'est ce qu'a pressenti le député Aubame en réalisant son projet.

Quelles suggestions émettre dans ce sens ?

- La réalisation brutale, et sur ordre, de gros villages (projet Aubame) est impossible ; pour de raisons diverses (économiques : à cause des méthodes traditionnelles de culture, etc.... sociales ; individualisme du Fang, rivalités classiques, querelles à propos des femmes, etc...) M. G. Sauter assumera la critique précise du Projet Aubame.

- Il est possible de préparer la naissance des villages importants en créant la mentalité et les conditions économiques nécessaires. Dans ce sens, on peut émettre les suggestions pratiques suivantes :

En conservant l'état actuelle des villages il est possible de réaliser, en tenant compte des conditions propres à chaque région, des groupes de villages ;

ces groupes, rassemblant de 500 à 1.000 personnes, réuniraient un acheminement vers la réalisation des gros villages imaginés par le projet Aubame.

Ces groupes de villages prendraient réalité par :

La possession d'un territoire bien déterminé à l'intérieur duquel chaque unité de village serait tenue de réaliser son nomadisme de culture (ce qui ne bouleverserait pas, du jour au lendemain, les méthodes traditionnelles d'agriculture indigène).

La construction d'une société de travail qui assurerait les travaux d'utilité publique, qui réaliserait les plantations communautaires à caractère industriel (cacao, palmistes, café) qui serait, aussi, une société d'entraide.

La possession d'un conseil villageois auquel participerait chacun des chefs de Nzanbot (famille étendue) ; conseil qui désignerait le chef de groupe de villages (les chefs des villages actuels étant supprimés et le chef de la société de travail.

...../.....

- L'autorité administrative doit être maintenue au niveau de canton (ce qui exclut l'élection des chefs de canton). Le canton doit être le point de rencontre du pouvoir administratif et du pouvoir indigène. Ce qui implique :

- un statut précis de chef-de-canton ; l'octroi à celui-ci de conditions matérielles qui établissent son prestige.

L'existence, aux côtés de ce fonctionnaire, d'un conseil indigène représentant les ayong ; les chefs de familles étendues siégeant aux conseils villageois désigneraient un délégué pour représenter l'ayong à la quelle ils appartiennent (1). Ainsi le conseil indigène ne comprendrait qu'un nombre restreint de membres (de 5 à 10 selon les régions) et le Chef de canton en serait Président, de droit. Selon un principe habituel aux sociétés nègres, ce conseil aurait un rôle judiciaire tribunal coutumier au niveau du canton ; législatif : codification de la coutume, transformations à apporter à la coutume (sur la question de la dot, sur la condition de la femme etc...)

L'existence réelle du canton, en tant que centre administratif, manifestée par la résidence du Chef de Canton, l'école, le dispensaire, la "paroisse" et la présence d'organismes de vente à forme coopérative ou autre (le Fang a conservé le goût des bioum (marchandises) et il parcourt de longues distances pour aller les acquérir ; l'argent qui ne trouve pas à s'employer sert à l'inflation des dots ; l'absence de boutiques est une cause de malaise économique).

Une telle réforme ne peut s'accomplir pleinement que si elle est accompagnée de mesures,

B.- A caractère économique.-

Dans leurs grandes lignes, celles-ci doivent contribuer ;

- à fixer définitivement les villages ;
- à créer un véritable paysannat ; au niveau de l'agriculture villageoise qui associera les cultures vivrières et les cultures à caractère industriel ;
- à organiser et éduquer ce paysannat.

(1) - Lorsque le canton est trop petit (ainsi, le canton d'Oyen qui ne comprend que deux ayong) il peut, soit être supprimé et donner lieu à un nouveau découpage de cantons, soit posséder plusieurs délégués par ayong afin de constituer un conseil indigène d'au moins 5 membres.

Il ne faut pas perdre de vue que, selon une autre expression de M. R. DELAVIGNETTE, "le paysan noir est la personnalité de base du Nouveau Monde Africain". Les efforts réalisés en Nigéria aussi bien que chez nos voisins belges (organisation d'un vaste mouvement coopératif) apportent une justification à ce point de vue.

Une telle réforme tient compte des caractères propres à la crise fang et des exigences significatives de la société fang ; elle tient compte, aussi, de la nécessité d'affirmer l'autorité administrative, Elle n'a que la seule prétention de risquer des suggestions ;

En matière de conclusion, il ne rest à affirmer une certitude fondamentale ; le groupement par ayong ne peut servir de base à une organisation sociale ; les éléments indispensables à une structure politiques conciliant la vieille et la nouvelle Afrique sont le village et le canton.

Signé : Georges BALANDIER

Chef de la Section de Sociologie
à l'Institut d'Etudes Centrafricaines,

Chargé de Mission par M. le Haut-
Commissaire de la République en
A.E.F.